

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/44117]

16 NOVEMBER 2020. — Ministerieel besluit tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de “Commission d’agrément des médecins généralistes” (Commissie voor de erkenning van huisartsen)

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

Gelet op de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van beroepen in de gezondheidszorg, artikel 88;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 november 2017 tot vaststelling van de procedure voor de erkenning van specialisten en huisartsen ;

Overwegende dat de Erkenningscommissie op haar vergadering van 17 juli 2019 haar huishoudelijk reglement heeft vastgesteld,

Besluit :

Artikel 1. Het huishoudelijk reglement van de Commissie voor de erkenning van huisartsen, dat als bijlage bij dit besluit is gevoegd, wordt goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Art. 3. De minister die de erkenning van zorgverleners in zijn bevoegdheid heeft, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 16 november 2020.

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/44192]

1^{er} DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 58 relatif aux diverses dispositions prises, dans le cadre du plan rebond COVID-19, en matière d’emploi et d’insertion socioprofessionnelle, en ce compris dans le champ de l’économie sociale

Le Gouvernement wallon,

Vu l’arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs ;

Vu la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales ;

Vu la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d’emplois de proximité ;

Vu le décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l’engagement de demandeurs d’emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l’enseignement ;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif à l’agrément et au subventionnement des missions régionales pour l’emploi

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif aux agences-conseil en économie sociale ;

Vu le décret du 14 décembre 2006 relatif à l’agrément et au subventionnement des “Initiatives de développement de l’emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale”, en abrégé “I.D.E.S.S.” ;

Vu le décret du 15 juillet 2008 relatif aux structures d’accompagnement à l’autocréation d’emploi ;

Vu le décret du 27 octobre 2011 relatif au soutien à la création d’emploi en favorisant les transitions professionnelles vers le statut d’indépendant à titre principal ;

Vu le décret du 20 octobre 2016 relatif à l’agrément des initiatives d’économie sociale et à l’agrément et au subventionnement des entreprises d’insertion ;

Vu le décret du 2 février 2017 relatif aux aides à l’emploi à destination des groupes-cibles ;

Vu le décret du 14 février 2019 relatif aux subventions visant à favoriser l’engagement de demandeurs d’emploi inoccupés auprès de certaines entreprises ;

Vu l’arrêté royal du 23 juillet 1987 d’exécution de la section 6 - octroi du congé-éducation payé dans le cadre de la formation permanente des travailleurs - du chapitre IV de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales ;

Vu l’arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage ;

Vu l’arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services ;

Vu l’arrêté royal du 11 juillet 2002 portant octroi d’une subvention majorée de l’Etat aux centres publics d’aide sociale pour des initiatives spécifiques d’insertion sociale dans l’économie sociale ;

Vu l’arrêté royal du 14 novembre 2002 portant octroi d’une subvention majorée de l’Etat aux centres publics d’aide sociale pour des initiatives spécifiques d’insertion sociale dans l’économie sociale, pour des ayants droit à une aide sociale financière ;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l’engagement de demandeurs d’emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l’enseignement et d’autres dispositions légales ;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 26 janvier 2006 portant exécution du décret du 27 mai 2004 relatif aux agences-conseil en économie sociale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juin 2007 portant exécution du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 mai 2009 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mai 2012 portant exécution du décret du 27 octobre 2011 relatif au soutien à la création d'emploi en favorisant les transitions professionnelles vers le statut d'indépendant à titre principal ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2017 portant exécution du décret du 20 octobre 2016 relatif à l'agrément des initiatives d'économie sociale et à l'agrément et au subventionnement des entreprises d'insertion ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2019 portant exécution du décret du 14 février 2019 relatif aux subventions visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés auprès de certaines entreprises ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 novembre 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 novembre 2020 ;

Vu le rapport du 13 novembre 2020, établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 5 jours, adressée au Conseil d'État le 16 novembre 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973; Vu l'urgence ;

Considérant l'évolution de la crise sanitaire du COVID-19 et les mesures adoptées par les différents niveaux de pouvoir et, notamment, celles adoptées à l'issue de comité de concertation du 30 octobre 2020, afin d'en limiter la propagation ;

Considérant l'impact profond de cette crise et des mesures nécessaires pour lutter contre l'épidémie de COVID-19, notamment sur les politiques wallonnes en matière d'emploi, d'insertion socioprofessionnelle et d'économie sociale ;

Considérant que la crise est de nature à mettre en péril les secteurs et dispositifs publics en matière d'emploi, d'insertion socioprofessionnelle et d'économie sociale, ainsi que les objectifs qu'ils visent à rencontrer ;

Considérant que les mesures prévues sont indispensables afin de garantir l'emploi dans ces secteurs et le maintien des prestations sociales qui résultent de ces dispositifs ;

Considérant qu'il convient, afin d'assurer le principe de continuité des services publics, d'aménager les modalités d'organisation des services publics en charge des dispositifs relevant des politiques de l'emploi, de l'insertion socioprofessionnelle et de l'économie sociale, tout en assurant le respect des droits de leurs bénéficiaires ;

Considérant qu'il convient d'immuniser les subventions octroyées et d'assurer le respect des droits des bénéficiaires prévus dans le cadre des dispositifs relevant des politiques de l'emploi, de l'insertion socioprofessionnelle et de l'économie sociale afin d'annihiler les conséquences inévitables de l'épidémie de COVID-19, tout en excluant tout effet d'aubaine pouvant en résulter ;

Considérant que les entreprises du secteur de l'économie sociale ont été confrontées à une réduction importante de leurs activités impactant directement leurs recettes ;

Que cette baisse d'activité a des répercussions directes sur les subventions aux entreprises du secteur, lesquelles sont indispensables à la viabilité économique et financière de ces dernières, et que, parallèlement, les charges et coûts supportés par les différentes entreprises d'économie sociale sont, quant à eux, majoritairement incompressibles ;

Qu'il est, dès lors, indispensable d'adopter des mesures correctrices afin, d'une part, d'atténuer les effets de la crise et, d'autre part, de soutenir l'insertion des travailleurs défavorisés (TD) ou gravement défavorisés (TGD) au sein des entreprises d'insertion et des IDESS ;

Considérant, en outre, les difficultés des bénéficiaires des services des I.D.E.S.S. dans leurs déplacements et les risques auxquels ceux-ci, au regard de leur âge ou de leur handicap ou de leur fragilité socio-économique, s'exposent, en raison de la crise sanitaire COVID-19, pour faire des courses alimentaires ou aller chercher des médicaments ou d'autres biens de première nécessité ou encore leur linge dans le cadre des services de blanchisserie ;

Qu'il convient dès lors de permettre, temporairement, le transport temporaire de biens alimentaires et de première nécessité, ainsi que le transport du linge des bénéficiaires des services des I.D.E.S.S. ;

Considérant l'impact de la crise sanitaire sur le volume d'activités des agences locales pour l'emploi et, parallèlement, les besoins du secteur de l'aide aux personnes en termes de travail et d'organisation de ce dernier ;

Que la réalisation de prestations ALE au bénéfice des structures de l'aide aux personnes permet de soutenir les ALE tout en répondant aux besoins de prestations des structures ;

Considérant que l'accessibilité des structures relevant de l'aide aux personnes au dispositif ALE doit être soutenue afin de favoriser l'effet attendu de la mesure ;

Considérant, par ailleurs, l'émergence de nouvelles charges visant à garantir la sécurité sanitaire des travailleurs ALE ainsi que les conséquences de la crise sanitaire sur l'organisation des formations des chômeurs inscrits auprès de l'ALE ;

Considérant l'impact de la crise sanitaire sur le volume d'activités des entreprises titres-services et ses conséquences directes sur la situation des travailleurs titres-services ;

Considérant qu'afin d'assurer le maintien à l'emploi des travailleurs titres-services dans leur régime de travail habituel, il convient de compenser le manque à gagner lié à la non-perception de la quote-part utilisateur par l'entreprise ;

Considérant que cette mesure est, en outre, de nature à favoriser l'organisation des prestations titres-services qui sont maintenues ;

Considérant que les obligations des MIRE, en termes de publics accompagnés et d'insertion dans l'emploi, ne sauraient être atteintes en raison des conséquences et mesures adoptées en vue de lutter contre la crise sanitaire COVID-19 ;

Considérant qu'il convient de permettre la prolongation de la durée d'accompagnement des bénéficiaires des services des MIRE dont l'accompagnement a été perturbé par la crise sanitaire ;

Considérant l'importance d'accompagner les demandeurs d'emploi qui ont bénéficié d'une formation en vue d'exercer un métier pour lequel l'offre d'emplois a augmenté en raison de la crise sanitaire COVID-19 ;

Considérant que la crise sanitaire peut impacter le déroulement de l'accompagnement des porteurs de projets accompagnés par une structure d'accompagnement à l'autocréation d'emploi ;

Considérant l'impact de la crise sanitaire sur les personnes qui se sont lancées dans une activité d'indépendant à titre principal et bénéficiant, dans ce cadre, de l'aide Airbag ;

Qu'il convient d'adapter les modalités d'octroi et de liquidation de l'aide Airbag afin de tenir compte des conséquences de la crise sanitaire sur le développement de leur activité ;

Qu'il convient également de prendre en compte que de nombreux bénéficiaires sont contraints d'interrompre temporairement leurs activités ;

Considérant l'impact de la crise sur les employeurs bénéficiaires de subventions APE ou SESAM ;

Qu'en raison de la crise, certaines obligations prévues par la réglementation pourraient temporairement ne pas être respectées ;

Qu'il convient de prendre les mesures nécessaires afin d'éviter que l'employeur ne soit doublement sanctionné en raison du non-respect d'obligations prévues par la réglementation et qui sont la conséquence de la crise sanitaire ;

Considérant l'impact de plus en plus prégnant de la crise COVID-19 sur l'emploi des publics les plus fragilisés ;

Considérant, en particulier, l'impact de la crise sur les personnes inscrites comme demandeuses d'emploi depuis plus de 24 mois et la nécessité de soutenir leur insertion sur le marché du travail afin d'éviter leur enlèvement dans la spirale du non-emploi, avec les risques de pauvreté accrue qui en découlent ;

Considérant en outre les besoins de main-d'œuvre peu ou moyennement qualifiée toujours plus criants dans les secteurs essentiels, tels que définis par le Comité de concertation, en particulier dans le secteur de la santé, des services aux personnes, de l'action sociale et du handicap, des commerces alimentaires de proximité ou des circuits courts dans le secteur de l'alimentation ;

Que la mise en place d'un dispositif d'aide à l'emploi au profit de ces secteurs, pour l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés depuis plus de 24 mois apporte une réponse à cette double problématique ;

Considérant que la crise sanitaire impacte directement le déroulement des études et formations et qu'il convient d'en tenir compte dans le cadre du congé-éducation payé des travailleurs et des dispenses, octroyées aux demandeurs d'emploi, de prouver leur disponibilité sur le marché du travail ;

Considérant l'urgence de la mise en œuvre de ces mesures afin d'atteindre l'objectif qui leur est assigné et que tout retard dans leur adoption est de nature à en réduire l'effet ;

Sur proposition de la Ministre de l'Emploi, en charge de l'Économie sociale, de l'Égalité des Chances et des Droits des Femmes ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté et pour chacune des dispositions prises en matière de subventionnement, le montant de la subvention ne peut pas être supérieur au coût effectivement supporté par le bénéficiaire, pour ce qui est subventionné.

CHAPITRE II. — Mesures relatives à l'économie sociale

Section 1 — Entreprises d'insertion

Art. 2. Par dérogation à l'article 20 du décret du 20 octobre 2016 relatif à l'agrément des initiatives d'économie sociale et à l'agrément et au subventionnement des entreprises d'insertion et à l'article 18, §§ 1^{er} et 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2017 portant exécution du décret du 20 octobre 2016 relatif à l'agrément des initiatives d'économie sociale et à l'agrément et au subventionnement des entreprises d'insertion, la période maximale, à compter de l'embauche d'un travailleur défavorisé ou d'un travailleur gravement défavorisé, pour laquelle l'intensité de l'aide ne peut pas excéder cinquante pour cent des coûts salariaux, peut être prolongée, entre le 19 octobre et 31 mars 2021, des périodes de suspension du contrat de travail du travailleur défavorisé ou du travailleur gravement défavorisé.

Art. 3. Par dérogation à l'article 15, § 1^{er}, 3^o, du décret du 20 octobre 2016 relatif à l'agrément des initiatives d'économie sociale et à l'agrément et au subventionnement des entreprises d'insertion, les subventions visées au chapitre 5 du même décret peuvent être octroyées, jusqu'au 30 juin 2021, aux entreprises en difficultés, au sens de l'article 2, 18), du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité, qui n'étaient pas en difficultés au 31 décembre 2019, mais qui sont devenues des entreprises en difficultés au cours de la période comprise entre le 1^{er} janvier 2020 et le 30 juin 2021 ».

Section 2 — Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale "

Art. 4. Pour l'application de l'article 2 du décret 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des "Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale", en abrégé : "I.D.E.S.S.", le transport social comprend jusqu'au 31 mars 2021, le transport de biens au profit des bénéficiaires visés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, du même décret.

Le transport de biens, visé à l'alinéa 1^{er}, comprend le transport, au profit des bénéficiaires, de biens alimentaires et de première nécessité, ainsi que le transport du linge.

Art. 5. Par dérogation à l'article 11, § 1^{er}, alinéas 1^{er}, 3 et 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juin 2007 portant exécution du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale, le montant de la subvention, visée à l'article 11, § 1^{er}, alinéas 1^{er}, 3 et 4, du même arrêté, de l'I.D.E.S.S., relative à l'année 2020, est égal au montant de sa subvention 2019, si le montant ainsi obtenu est supérieur au montant calculé pour l'année 2020.

Section 3 — Agences-conseil en économie sociale

Art. 6. Par dérogation à l'article 13, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 janvier 2006 portant exécution du décret du 27 mai 2004 relatif aux agences-conseil en économie sociale, le montant de la subvention, visée à l'article 23 du décret du 27 mai 2004 relatif aux agences-conseil en économie sociale, de l'agence-conseil, relative à l'année 2020, est égal au montant de sa subvention 2019, si le montant ainsi obtenu est supérieur au montant calculé pour l'année 2020.

CHAPITRE III. — Mesures relatives aux services de proximité

Section 1 — Agence locale pour l'emploi

Art. 7. Par dérogation à l'article 8, § 2, alinéa 5, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, aucune indemnité ne peut être réclamée par l'Agence locale pour l'Emploi, ci-après dénommée ALE, lors de l'inscription du candidat-utilisateur visé à l'article 8, alinéa 2, pour les activités visées à l'article 8, alinéa 1^{er}.

Art. 8. Peuvent être effectuées, pour l'application de l'article 79 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, entre le 1^{er} novembre 2020 et le 30 juin 2021, au profit des personnes visées à l'alinéa 2, les activités suivantes :

- 1° l'aide aux équipes d'entretien dans l'administration des actes d'hygiène et de désinfection des lieux ;
- 2° l'aide aux équipes (para)médicales dans la préparation du matériel ;
- 3° l'aide logistique liée à l'aménagement des lieux et à la gestion des stocks ;
- 4° l'aide à la surveillance ou à l'accompagnement des résidents, en ce compris dans un objectif de création de liens sociaux ;
- 5° l'aide à la préparation et à la distribution des repas aux résidents ;
- 6° l'aide et le soutien des équipes dans le cadre des services aux résidents.

Les activités visées à l'alinéa 1^{er} peuvent être effectuées au profit des structures suivantes agréées par l'Agence wallonne pour une Vie de Qualité, en abrégé l'AViQ :

1° des établissements pour aînés suivants : maisons de repos, maisons de repos et de soins, résidences-services, centres d'accueil de soirée et/ou de nuit et courts séjours, visés par l'article 334, 2°, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé ;

2° des services résidentiels pour jeunes (S.R.J.), visés à l'article 1314/98 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé ;

3° des services résidentiels de nuit pour adultes (S.R.N.A.), visés par l'article 1199 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé ;

4° des services résidentiels pour adultes (S.R.A.), visés par l'article 1198 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé ;

5° des services de logements supervisés (S.L.S.), visés par l'article 1200 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé.

Les activités visées à l'alinéa 1^{er} répondent à des besoins non rencontrés par les circuits de travail réguliers compte tenu du caractère exceptionnel des besoins provoqués par les conséquences de la pandémie COVID-19. Ces activités peuvent être effectuées sans que l'ALE ait constaté qu'elles ne sont, dans la commune concernée, pas rencontrées par les circuits de travail réguliers.

Art. 9. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 79, § 4, alinéa 1^{er}, du même arrêté royal, entre le 1^{er} novembre 2020 et le 30 juin 2021, est considérée comme chômeur de longue durée qui peut effectuer des activités dans le cadre d'une ALE, la personne inscrite auprès d'une ALE et répondant aux conditions cumulatives suivantes :

- 1° être inscrite depuis au moins douze mois en tant que demandeur d'emploi inoccupé auprès de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, ci-après dénommé FOREm ;
- 2° bénéficier d'allocations de chômage, d'insertion ou de sauvegarde ou bénéficier du revenu d'intégration sociale ou de l'aide sociale financière.

§ 2. Par dérogation à l'article 79, § 9, alinéa 1^{er}, 2°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, cinquante pour cent maximum du montant devant servir à financer les formations au profit des chômeurs inscrits à l'ALE peuvent être utilisés pour l'achat d'équipements et de produits visant à assurer la sécurité sanitaire du personnel de l'ALE, en ce compris des agents détachés du FOREm et des travailleurs effectuant des prestations de travail dans le cadre d'un contrat de travail ALE, ainsi que pour les frais supplémentaires de nettoyage des locaux de l'ALE et les achats de matériel permettant au personnel de travailler à distance pour assurer la continuité du service.

L'alinéa 1^{er} s'applique exclusivement aux recettes des années 2019 et 2020 pour lesquelles l'ALE doit avoir rempli son obligation, fixée à l'article 79, § 9, alinéa 1^{er}, 2°, du même arrêté royal, au 31 décembre 2021 au plus tard, et à condition que les achats, visés à l'alinéa 1^{er}, soient effectués durant la période qui s'étend du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2021, pour les recettes ayant trait à l'année 2019, et durant la période qui s'étend au 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021, pour les recettes ayant trait à l'année 2020.

Par dérogation à l'article 79, § 9, alinéa 3, du même arrêté royal, l'obligation d'utiliser, au financement des dépenses de formation des chômeurs inscrits à l'ALE, au moins vingt-cinq pour cent du montant visé à l'article 79, § 9, alinéa 1^{er}, 2°, du même arrêté royal, relatif aux recettes ayant trait à l'année 2019, est reportée, au plus tard, au 31 décembre 2021.

Par dérogation à l'article 79, § 9, alinéa 3, du même arrêté royal, le solde non utilisé des vingt-cinq pour cent du montant visé à l'article 79, § 9, alinéa 1^{er}, 2°, du même arrêté royal précité, qui a trait aux recettes de l'année 2019, visé à l'alinéa 3 et celui qui a trait aux recettes de l'année 2020 et pour lequel l'ALE doit avoir rempli son obligation, fixée à l'article 79, § 9, alinéa 1^{er}, 2°, au plus tard le 31 décembre 2021, est versé au FOREm.

Le FOREm consacre les montants constitués par la somme des soldes non utilisés visés à l'alinéa 4, au financement des dépenses de formation des chômeurs inscrits à l'ALE, supérieures à vingt-cinq pour cent du montant visé à l'article 79, § 9, alinéa 1^{er}, 2°, du même arrêté royal qui a trait aux recettes de l'année 2019 et de celui qui a trait aux recettes de l'année 2020, sans préjudice de l'alinéa 1^{er}.

L'ALE qui souhaite bénéficier du financement, visé à l'alinéa 5, adresse une demande au FOREm avant le 1^{er} juillet 2022, et y joint une copie des pièces justificatives des dépenses supplémentaires de formation exposées pendant les années 2020 et 2021, pour les recettes ayant trait à l'année 2019, et pendant l'année 2021, pour les recettes ayant trait à l'année 2020.

En fonction du nombre d'ALE ayant introduit une demande, conformément à l'alinéa 6, et proportionnellement au montant de leurs dépenses supplémentaires, le FOREm répartit de manière égale le financement entre les agences qui justifient leurs dépenses dans le délai imparti visé à l'alinéa 6.

Le financement attribué à l'ALE, conformément à l'alinéa 7 ne peut en aucun cas dépasser les coûts de formation effectivement supportés.

Art. 10. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 79bis, § 2, alinéa 1^{er}, du même arrêté royal, le prix d'acquisition des chèques-ALE pour les activités visées à l'article 8, alinéa 1^{er} est fixé à 7,45 euros.

§ 2. Par dérogation à l'article 79bis, § 4, alinéa 2, du même arrêté royal, entre le 30 novembre 2020 et le 30 juin 2021, le nombre maximum d'heures d'activités qui peuvent être effectuées par le travailleur ALE est fixé à 70 heures par mois calendrier.

Art. 11. Sur la base de la répartition, fixée par l'AViQ, du nombre de chèques ALE réservés à chaque personne visée à l'article 8, alinéa 2, le FOREm finance, au bénéfice des personnes visées à l'article 8, alinéa 2, un total de 5 000 chèques-ALE pour la réalisation des activités visées à l'article 8, alinéa 1^{er}. La répartition des 5 000 chèques-ALE entre les différentes personnes visées à l'article 8, alinéa 2, est décidée par l'AViQ et communiquée au FOREM avant le 15 décembre 2020.

Le FOREm verse, à chaque ALE, un montant équivalant à la valeur d'achat du nombre de chèques-ALE attribués, selon la répartition décidée par l'AViQ, aux personnes visées à l'article 8, alinéa 2, relevant du territoire de l'ALE concernée. Le montant versé par le FOREm est utilisé par l'ALE pour commander des chèques non-nominatifs pour les activités visées à l'article 8, alinéa 1^{er}.

Si les chèques octroyés aux structures visées à l'article 8, alinéa 2 ne sont pas utilisés, l'ALE les échange et utilise les montants pour la formation des demandeurs d'emploi inscrits chez elle.

A condition et dès que les structures visées à l'alinéa 1^{er} sont inscrites auprès de l'ALE concernée, cette dernière distribue, conformément à la répartition décidée par l'AViQ, les chèques-ALE aux prestataires ALE pour les heures de prestations qu'ils effectuent au bénéfice des structures visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 12. L'article 11 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 51 du 16 juin 2020 relatif au déconfinement COVID-19, en matière d'emploi et d'insertion socioprofessionnelle, en ce compris dans le secteur de l'économie sociale est abrogé.

Section 2 — Titres-services

Art. 13. La Région wallonne octroie une subvention à l'entreprise agréée, visée à l'article 2, § 1^{er}, 6°, de la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité, pour les mois de novembre et décembre 2020, afin de couvrir, en tout ou en partie, la rémunération, en ce compris les cotisations y relatives, des travailleurs titres-services, de l'entreprise agréée par la Région wallonne, qui a été effectivement supportée par cette dernière au cours des mois concernés, ainsi que les autres dépenses résultant de l'activité titres-services.

Le montant mensuel de la subvention, visée à l'alinéa 1^{er}, est égal à $(a - b) \times c$

où :

- « a » est égal au nombre d'heures rémunérées par l'entreprise agréée, au cours du mois concerné, pour l'ensemble de ses travailleurs titres-services ;

- « b » est égal au nombre de titres-services correspondant à des prestations titres-services réalisées par les travailleurs de l'entreprise agréée, au cours du mois concerné ;

- « c » est égal à 18 euros.

Le nombre d'heures pour lesquelles l'entreprise agréée percevra une subvention, au cours du mois concerné, pour chaque travailleur titres-services, ne peut être supérieur au nombre d'heures effectivement rémunérées ni au plus élevé des nombres suivants :

1° le nombre d'heures prévues par le contrat de travail du travailleur titres-services, en ce compris les avenants, d'application au cours du mois d'octobre 2020 ;

2° ou le nombre d'heures rémunérées du travailleur titres-services au cours du même mois de l'année 2019.

Pour bénéficier de la subvention visée à l'alinéa 1^{er}, l'entreprise agréée communique à la société émettrice de titres-services pour la Région wallonne, au plus tard dans les 30 jours qui suivent la fin du mois concerné, le nombre d'heures rémunérées pour chaque travailleur titres-services, au cours du mois concerné, tel que visé à l'alinéa 1^{er}.

La subvention, visée à l'alinéa 1^{er} et calculée conformément à l'alinéa 2, est versée, par la société émettrice de titres-services pour la Région wallonne, dans les sept jours ouvrables après la communication visée à l'alinéa 4.

Si le nombre d'heures rémunérées, communiqué par l'entreprise agréée conformément à l'alinéa 4, est supérieur aux limites fixées par les alinéas 2 et 3, la différence qui en résulte dans le calcul de la subvention, conformément à l'alinéa 2, est récupérée par le FOREm par toute voie de droit.

Par travailleur titres-services, au sens du présent article, on entend le travailleur sous contrat de travail titres-services, au sens de l'article 1, alinéa 1^{er}, 9°, de l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services, et pour les prestations qu'il effectue en faveur d'un utilisateur ayant sa résidence principale en Région wallonne.

Art. 14. Par dérogation à l'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services, la durée de validité des titres-services, dont la date de validité couvre la période située entre le 1^{er} octobre 2020 et 31 mars 2021, est prolongée d'une durée de six mois.

Par dérogation à l'article 3, § 3, alinéa 2, du même arrêté, pour les titres-services dont la date de validité couvre la période située entre le 1^{er} octobre 2020 et le 31 mars 2021, la période pendant laquelle ces titres-services peuvent être échangés, par l'utilisateur ou l'entreprise agréée, est prolongée de six mois.

CHAPITRE IV. — Mesures relatives à l'accompagnement des demandeurs d'emploi inoccupés vers et dans l'emploi

Art. 15. Par dérogation à l'article 16, alinéas 6 et 7, de l'arrêté du 27 mai 2009 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des Missions régionales pour l'Emploi, chaque Mission régionale pour l'Emploi est irréfragablement réputée avoir atteint les objectifs de son plan d'action annuel pour l'année 2020.

Art. 16. Pour l'application de l'article 8, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, b), de l'arrêté du 27 mai 2009 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi, la comptabilisation des durées maximales de trois cent soixante-cinq jours et cent quatre-vingts jours, pour les accompagnements, est suspendue entre le 1^{er} novembre 2020 et le 31 mars 2021.

Art. 17. Le FOREm octroie, à la Mission régionale pour l'Emploi, une intervention financière de 500 euros par demandeur d'emploi inoccupé qu'il lui adresse en vue d'un jobcoaching vers et dans l'emploi auprès des structures visées à l'article 8, alinéa 2.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsqu'il s'agit d'un demandeur d'emploi inoccupé qui bénéficie du revenu d'intégration sociale ou de l'aide sociale financière, le FOREm octroie, au centre public d'action sociale, une intervention financière de 500 euros par demandeur d'emploi qu'il lui adresse en vue d'un accompagnement vers et dans l'emploi auprès des structures visées à l'article 8, alinéa 2.

L'intervention visée aux alinéas 1^{er} et 2 est octroyée aux Missions régionales pour l'Emploi et aux centres publics d'action sociale pour les jobcoachings et accompagnements qui ont commencé le 31 décembre 2020 au plus tard.

CHAPITRE V. — Mesures relatives à l'accompagnement et à l'aide à l'autocréation d'emploi

Section 1. — Structure d'accompagnement à l'autocréation d'emploi

Art. 18. Par dérogation à l'article 3 du décret du 15 juillet 2008 relatif aux structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi, les durées maximales de l'accompagnement peuvent être prolongées pour une période de 3 mois pour les bénéficiaires dont l'accompagnement était en cours ou a démarré durant la période allant du 1^{er} novembre au 31 mars 2021.

Section 2. — Mesures relatives au soutien à la création d'emploi favorisant la transition vers le statut d'indépendant à titre principal

Art. 19. Par dérogation à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o, c), du décret du 27 octobre 2011 relatif au soutien à la création d'emploi en favorisant les transitions professionnelles vers le statut d'indépendant à titre principal, l'incitant financier peut être octroyé à la personne qui en sollicite le bénéfice, dont l'exercice des activités d'indépendant est temporairement interrompu, entre le 1^{er} juin 2020 et le 31 mars 2021, en raison de l'épidémie de COVID-19.

Par dérogation à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o, d), et 2^o, c), du même décret, l'incitant financier peut être cumulé avec le bénéfice de revenus professionnels, d'allocations de chômage, d'allocations d'attente, de revenus d'intégration, de revenus de remplacement, de l'aide sociale financière ou du droit passerelle, à condition que la personne qui sollicite le bénéfice de l'incitant financier, durant la période située entre le 1^{er} juin 2020 et le 31 mars 2021, ait temporairement interrompu ou n'ait pas entamé l'exercice de ses activités d'indépendant en raison de l'épidémie de COVID-19.

Par dérogation à l'article 3, alinéa 2, du même décret, l'obligation de s'affilier en qualité d'indépendant à titre principal à une caisse d'assurances sociales agréée pour travailleurs indépendants, au plus tard dans les trois mois à dater de la décision d'octroi visée à l'article 5, § 2, du même décret, et l'obligation de réaliser les conditions visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o, d), et 2^o, a) et c), au plus tard dans les trois mois à dater de la décision visée à l'article 5, § 2, du même décret, sont reportées pour une durée équivalente à la durée pendant laquelle le bénéficiaire visé à l'article 3, alinéa 1^{er}, a interrompu l'exercice de ses activités d'indépendant, entre le 1^{er} juin 2020 et le 31 mars 2021, en raison de l'épidémie de COVID-19.

Art. 20. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 8, § 2, alinéa 2, du même décret, la période maximale de 2 ans au cours de laquelle l'incitant financier peut être liquidé est prolongée d'une durée équivalant à la période durant laquelle le bénéficiaire de l'incitant financier a interrompu l'exercice de ses activités d'indépendant en raison de l'épidémie de COVID-19, entre le 1^{er} juin et le 31 mars 2021.

§ 2. Par dérogation à l'article 8, § 4, du même décret et à l'article 9, § 3, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mai 2012 portant exécution du même décret, l'Office peut déroger, sur la base des justifications présentées par le bénéficiaire et de l'analyse des conséquences de l'épidémie de COVID-19 sur l'activité professionnelle de celui-ci, à la condition du développement de l'activité de manière effective et, pour les bénéficiaires visés à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o, du même décret, à la condition que ce développement se traduise par une augmentation effective du chiffre d'affaires.

Lorsque le bénéficiaire sollicite l'application de la dérogation visée à l'alinéa précédent, son rapport contient une motivation spécifiant les raisons pour lesquelles il n'a pas été en mesure, en raison de l'épidémie de COVID-19, de répondre à la condition relative au développement de son activité et, le cas échéant, de son chiffre d'affaires.

Les alinéas 1^{er} et 2 s'appliquent à toute personne qui bénéficie de l'incitant financier, conformément à la durée visée à l'article 8, § 2, alinéa 2, du même décret, entre le 1^{er} juin 2020 et le 31 mars 2021.

§ 3. Par dérogation à l'article 8, § 5, alinéa 2, du même décret et à l'article 9, § 4, alinéa 2, du même arrêté, le FOREm peut déroger à la condition du développement de l'activité de manière effective et, pour les bénéficiaires visés à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o, du même décret, à la condition que ce développement se traduise par une augmentation effective du chiffre d'affaires, aux mêmes conditions et selon les mêmes modalités que celles prévues au paragraphe 2.

Art. 21. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 9, § 1^{er}, du même arrêté, le délai relatif au versement de la première tranche de l'incitant financier est prolongé d'une durée équivalant à la période durant laquelle le bénéficiaire de l'incitant financier a interrompu, temporairement, entre le 1^{er} juin 2020 et le 31 mars 2021, l'exercice de ses activités en raison de l'épidémie de COVID-19.

§ 2. Par dérogation à l'article 9, § 2, alinéa 1^{er}, § 3, alinéa 1^{er} et § 4, alinéa 1^{er}, du même arrêté, le délai pour adresser le document ou le rapport est prolongé d'une durée équivalant à la période durant laquelle le bénéficiaire de l'incitant financier a interrompu temporairement, entre le 1^{er} juin 2020 et le 31 mars 2021, l'exercice de ses activités en raison de l'épidémie de COVID-19.

§ 3. Par dérogation à l'article 9, § 2, alinéa 4, § 3, alinéa 7, et § 4, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les délais relatifs au versement des tranches de l'incitant financier sont reportés d'une durée équivalant à la période durant laquelle le bénéficiaire de l'incitant financier a interrompu temporairement, entre le 1^{er} juin 2020 et le 31 mars 2021, l'exercice de ses activités en raison de l'épidémie de COVID-19.

CHAPITRE VI. — Mesures relatives aux aides à l'emploi

Section 1. — Aide à la promotion de l'emploi (APE)

Art. 22. Les obligations, visées aux articles 2, § 3, alinéa 1^{er}, et 3, § 3, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement, sont suspendues entre le 1^{er} octobre 2020 et le 31 mars 2021.

Par dérogation à l'article 16, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement

et d'autres dispositions légales, le calcul de l'augmentation nette du volume global de l'emploi, effectué par l'administration, chaque année, à la date anniversaire de la notification de la décision, ne tient pas compte de la période située entre le 1^{er} octobre 2020 et le 31 mars 2021.

Par dérogation à l'article 21, alinéa 7, du même arrêté et d'autres dispositions légales, le calcul du maintien du volume global de l'emploi, effectué par l'administration, chaque année, à la date anniversaire de la notification de la décision, se limite à la comparaison de l'effectif de référence à la moyenne des travailleurs, exprimée en équivalents temps plein, occupés pendant les quatre trimestres précédant la date d'anniversaire de la décision, à l'exclusion de la période située entre le 1^{er} octobre 2020 et le 31 mars 2021.

Si l'employeur en fait la demande motivée, la Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions peut déroger à la condition visée à l'article 2, § 3, du même décret, lorsque le calcul du volume global de l'emploi inclut, en tout ou partie, la période située entre le 1^{er} octobre 2020 et le 31 mars 2021, à condition que la diminution du volume global de l'emploi soit due aux conséquences économiques de l'épidémie du COVID-19.

Art. 23. Par dérogation à l'article 24, alinéa 2, du même décret et à l'article 26, alinéas 1 et 2, du même arrêté, la liquidation de la subvention, visée à l'article 14 du même décret, pour les prestations d'octobre 2020 à fin mars 2021, fait l'objet d'une avance, versée par le FOREm, aux employeurs visés à l'article 3, § 1^{er}, du même décret, et calculée sur la base des points octroyés pour chaque mois de prestations concerné, soit d'octobre 2020 à mars 2021 inclus, multiplié par le taux moyen de subventionnement des employeurs visés à l'article 3, § 1^{er}, du même décret, pour l'année 2019, à savoir 92 %.

A l'issue de la période faisant l'objet des mesures prises par le Comité de concertation, le FOREm effectuera le calcul de la subvention, visée à l'article 14 du même décret, effectivement due, conformément à l'article 24 du même décret et aux articles 26 et 26bis du même arrêté, pour les mois concernés, sur la base des états de salaires transmis, par l'employeur, soit d'octobre 2020 à mars 2021 inclus.

Lorsque le montant de la subvention liquidée conformément à l'alinéa 1^{er} est inférieur au montant de la subvention calculée conformément à l'alinéa 2, la différence fait l'objet d'un versement complémentaire, par le FOREm, au profit de l'employeur.

Lorsque le montant de la subvention liquidée conformément à l'alinéa 1^{er} est supérieur au montant de la subvention calculée conformément à l'alinéa 2, l'indu qui en résulte est récupéré par l'Office, par toute voie de droit, en ce compris la compensation.

Par dérogation à l'article 27bis, § 2, du même arrêté, les états de salaire, visés à l'alinéa 2, peuvent être envoyés, au plus tard, jusqu'au :

1° 30 avril 2021 pour les états de salaire relatifs aux mois d'octobre à février 2021 ;

2° 31 mai 2021 pour les états de salaire relatifs au mois de mars 2021.

A défaut d'envoi à l'issue des délais visés à l'alinéa précédent, le FOREm notifie, à l'employeur visé à l'article 3, § 1^{er}, du même décret, la perte de la subvention pour le mois concerné en raison de l'absence de transmission de l'état de salaire.

Art. 24. Les délais de rigueur, prévus dans le décret précité et dans l'arrêté du Gouvernement wallon précité, relatifs aux subventions visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés auprès de certaines entreprises sont suspendus entre le 1^{er} octobre et le 31 mars 2021.

Art. 25. Par dérogation à l'article 12 du même arrêté et d'autres dispositions légales et sans préjudice des règles applicables en matière de droit du travail, l'obligation de respecter les fonctions octroyées à l'employeur, telles que prévues dans la décision d'octroi de l'A.P.E., est suspendue entre le 1^{er} octobre 2020 et le 31 mars 2021.

Section 2. — Mesures relatives au dispositif " SESAM " visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés auprès de certaines entreprises

Art. 26. Les obligations prévues par le décret du 14 février 2019 relatif aux subventions visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés auprès de certaines entreprises qui n'ont pas été respectées, entre le 1^{er} mars 2020 et le 31 mars 2021, en raison de la crise sanitaire du COVID-19, ne sont pas prises en compte pour l'application de l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°.

Art. 27. Les obligations visées à l'article 12, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, 3° et 4°, du même décret sont suspendues entre le 1^{er} octobre 2020 et le 31 mars 2021.

Art. 28. Les délais de rigueur prévus dans le décret précité et dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2019 portant exécution du décret du 14 février 2019 relatif aux subventions visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés auprès de certaines entreprises sont suspendus entre le 1^{er} octobre et le 31 mars 2021.

Section 3. — Mesures relatives aux aides à destination des groupes-cibles

Art. 29. § 1^{er}. Pour l'application de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5°, du décret du 2 février 2017 relatif aux aides à destination des groupes-cibles, les périodes d'occupation dans le cadre de l'article 60, § 7, ou de l'article 61 de la loi organique des centres publics d'action sociale du 8 juillet 1976 sont assimilées à des périodes d'inoccupation.

§ 2. En complément des causes de suspension visées à l'article 10 du même décret, la durée de l'octroi de l'allocation de travail, visée aux articles 3 et 4 du même décret, est suspendue lorsque le travailleur engagé est mis en chômage temporaire au cours de la période allant jusqu'au 31 mars 2021.

La suspension est automatiquement levée dès la fin de la période de chômage temporaire et, au plus tard, le 31 mars 2021.

Section 4. — Subvention pour la mise à l'emploi des demandeurs d'emploi de très longue durée auprès d'employeurs impactés par la crise COVID-19

Art. 30. Le FOREm octroie, dans les limites visées à l'alinéa 2, aux employeurs visés à l'article 31, pour l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés visés par l'article 32, une subvention mensuelle de 1000 euros pendant une période maximale de 24 mois.

Le nombre total de subventions octroyées en application de l'alinéa 1^{er}, tous employeurs confondus, est limité à maximum 600 équivalents temps plein.

Art. 31. Peuvent bénéficier de la subvention visée à l'article 30, les employeurs suivants :

- 1° les structures visées par l'article 48, 1° et 2° du Code wallon de l'action sociale et de la santé ;
- 2° les services d'accueil, hébergement et accompagnement des personnes en difficultés sociales (AHA), visés par l'article 66, 1° à 4°, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé ;
- 3° les services d'aide aux familles et aux aînés visés à l'article 219, 2° alinéa du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé ;
- 4° les établissements pour aînés suivants : maisons de repos, maisons de repos et de soins, résidences-services, centres d'accueil de soirée et/ou de nuit et courts séjours, visés par l'article 334, 2°, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé ;
- 5° les services résidentiels pour jeunes (S.R.J.) visés à l'article 1314/98 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé ;
- 6° les services résidentiels de nuit pour adultes (S.R.N.A.) visés par l'article 1199 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé ;
- 7° les services résidentiels pour adultes (S.R.A.) visés par l'article 1198 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé ;
- 8° les services de logements supervisés (S.L.S.) visés par l'article 1200 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé ;
- 9° les milieux d'accueil visés par le décret de la Communauté française du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centre d'information des jeunes et de leurs fédérations ;
- 10° les services résidentiels visés par le décret de la Communauté française du 18 janvier 2018 portant le code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, article 2, 32° ;
- 11° les milieux d'accueil visés à l'article 1^{er}, 8° du décret de la communauté française du 21 février 2019 visant à renforcer la qualité et l'accessibilité de l'accueil de la petite enfance en Communauté française ;
- 12° les opérateurs de l'accueil, visés à l'article 1^{er} du décret de la communauté française du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire ;
- 13° les commerces de proximité, dans le secteur alimentaire, qui occupent moins de 3 travailleurs ;
- 14° les entreprises actives dans le secteur alimentaire dont les modes de production et de commercialisation répondent à définition de « circuits courts ».

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 12°, par « circuit court » on entend un mode de production et de commercialisation qui vise à rapprocher le producteur du consommateur, et ce, dans tous les secteurs. Il s'agit donc de réduire le nombre d'intermédiaires afin d'assurer un revenu équitable au producteur et renforcer les liens sociaux. A travers la proximité géographique entre les acteurs, les circuits courts permettent également de réduire les impacts environnementaux liés au transport.

Pour bénéficier de la subvention visée à l'article 30, l'employeur visé à l'alinéa 1^{er} s'engage, sur l'honneur, en cas d'octroi de la subvention :

- 1° à engager un demandeur d'emploi pour une durée de 24 mois dans un régime de travail équivalant à minimum un mi-temps ;
- 2° à assurer la formation du demandeur d'emploi engagé sous contrat de travail à concurrence de minimum 40 heures par an pendant la durée de la subvention visée à l'article 30 ;
- 3° à ne pas être redevables d'arriérés d'impôts, ni d'arriérés de cotisations à percevoir par un organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale, ni d'arriérés de paiement de montants réclamés par le FOREm, ni d'arriérés de paiement de montants réclamés par les Services du Gouvernement wallon.

Art. 32. La subvention visée à l'article 30 est octroyée pour l'engagement d'un demandeur d'emploi inoccupé, répondant aux conditions suivantes :

- 1° être inscrit au FOREm et se trouver dans une période d'inoccupation d'une durée minimum de 24 mois ;
- 2° avoir sa résidence principale en région de langue française ;
- 3° au cours des 2 années précédant son engagement, avoir :
 - a) soit bénéficié d'une mise à l'emploi conformément à l'article 60, § 7, ou à l'article 61 de la loi organique des centres publics d'action sociale du 8 juillet 1976 ;
 - b) soit réalisé l'une des formations suivantes :
 - i) une formation pour demandeurs d'emploi telle que visée par le décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi de minimum trois mois ;
 - ii) une formation professionnelle individuelle telle que visée par le décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle de minimum trois mois ;
 - iii) une formation alternée pour les demandeurs d'emploi telle que visée par le décret du 20 février 2014 à la formation alternée pour les demandeurs d'emploi et modifiant le décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant, pendant minimum trois mois,
 - iv) une formation « coup de poing pénuries » telle que visée par l'Arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2019 relatif à l'incitant financier visant la mobilisation des demandeurs d'emploi vers la formation ;
 - v) une convention d'immersion professionnelle telle que visée par les articles 104 et suivants de la Loi-programme du 2 août 2002, de minimum trois mois ;
 - c) soit été accompagné vers et dans l'emploi par une MIRE ou un CPAS dans les cas visés à l'article 17.

Par période d'inoccupation, au sens de l'alinéa 1^{er}, 1°, on entend la période pendant laquelle le demandeur d'emploi ne se trouve ni dans les liens d'un contrat de travail, ni dans une relation statutaire et n'exerce aucune activité d'indépendant à titre principal. Est assimilée à une période d'inoccupation, la période pendant laquelle un contrat de travail, une relation statutaire ou une activité d'indépendant à titre principal est exercée, pour autant que sa durée totale, continue ou discontinue, n'excède pas trente et un jours. Les périodes d'occupation dans le cadre d'une mise à

l'emploi conformément à l'article 60, § 7 ou à l'article 61 de la loi organique des centres publics d'action sociale du 8 juillet 1976 sont assimilées à une période d'innocuation.

Art. 33. § 1^{er} Les employeurs visés à l'article 31 sollicitent l'octroi de la subvention, visée à l'article 30, au moyen exclusif du formulaire électronique établi à cet effet par le FOREm. Le FOREm accuse réception de la demande dans un délai de 10 jours. Les demandes de la subvention peuvent être introduites uniquement à partir du 10 décembre 2020.

Lorsque la demande est incomplète, le FOREm réclame les éléments manquants à l'employeur qui dispose de 10 jours pour compléter sa demande.

La demande qui n'est pas complétée par l'employeur dans le délai visé à l'alinéa 2 fait l'objet d'une décision de classement sans suite notifiée à l'employeur, par le FOREm, dans les 30 jours à dater de l'introduction du formulaire de demande de subvention.

Les demandes sont traitées dans l'ordre chronologique sur la base de l'instant de leur introduction ou encodage auprès du FOREm via le formulaire électronique visé à l'alinéa 1^{er}, en tenant compte du jour, de l'heure et de la minute d'introduction ou encodage.

§ 2. En cas de demande introduite conformément au § 1^{er}, le FOREm octroie, dans les limites budgétaires disponibles, la subvention visée à l'article 30, aux employeurs répondant aux conditions fixées à l'article 31. Le FOREm notifie la décision d'octroi de la subvention visée à l'article 30 dans les 30 jours de l'introduction de la demande.

La décision d'octroi de la subvention fixe le nombre d'équivalents temps plein pour lequel la subvention est octroyée. Le nombre d'équivalents temps plein pour lequel l'employeur peut bénéficier de la subvention visée à l'article 30 est limité à deux.

§ 3. Lorsque les moyens budgétaires sont épuisés ou lorsque l'employeur ne répond pas aux conditions fixées par l'article 31, le FOREm notifie une décision de refus d'octroi de la subvention visée à l'article 30 dans le mois de l'introduction du formulaire de demande d'octroi de la subvention.

Art. 34. § 1^{er} L'employeur doit engager, dans un contrat de travail conforme à la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat de travail, un demandeur d'emploi, répondant aux conditions visées à l'article 32, dans un délai de six mois à dater du premier jour du mois qui suit la notification de la décision d'octroi de la subvention.

La décision d'octroi de la subvention sort ses effets à dater de l'engagement et, au plus tôt à la date de l'entrée en vigueur ou à la date de la notification de la décision d'octroi de la subvention. Elle prend fin de plein droit 24 mois après l'engagement.

Lorsque l'engagement n'est pas réalisé dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, le bénéfice de la décision d'octroi de la subvention est définitivement perdu.

§ 2. En cas de fin de l'engagement, sous contrat de travail du travailleur engagé sur la base de la décision d'octroi de la subvention visée à l'article 30, avant l'échéance de la durée d'occupation de 24 mois, le bénéfice de la décision d'octroi est définitivement perdu.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque le travailleur quitte l'entreprise, mettant ainsi fin à son contrat de travail, pour un motif qui n'est pas imputable à l'employeur, ce dernier peut continuer à bénéficier de la décision d'octroi de l'aide à condition d'engager, dans les six mois à dater du premier jour du mois qui suit la fin du contrat du travailleur, un demandeur d'emploi inoccupé répondant aux conditions visées à l'article 32. A défaut, le bénéfice de la décision d'octroi de la subvention est définitivement perdu.

Art. 35. § 1^{er}. La subvention mensuelle, visée à l'article 30, est octroyée pour une occupation à temps plein. En cas d'occupation à temps partiel, le montant mensuel de la subvention est proportionné au régime de travail, tel que convenu par le contrat de travail entre l'employeur et le travailleur.

§ 2. Tous les trimestres, l'employeur introduit, auprès du FOREm, pour chaque travailleur, au moyen du modèle de déclaration établi par le FOREm, un état de prestations concernant le trimestre concerné et comprenant le numéro de registre national, le nombre de jours de prestations effectivement rémunérés, le nombre total de jours repris sur la déclaration DMFA et le régime de travail contractuel.

Lors de la première introduction de l'état de prestations visé à l'alinéa 1^{er}, l'employeur joint une copie du contrat de travail du travailleur engagé et pour lequel la subvention est octroyée.

L'état de prestations visé à l'alinéa 1^{er} est envoyé, au cours du mois qui suit le trimestre concerné. A défaut, l'employeur peut encore adresser l'état de prestations jusqu'au dernier jour du trimestre qui suit le trimestre concerné. A défaut, la subvention relative au trimestre concerné est définitivement perdue.

§ 3. La subvention est liquidée par le FOREm, par tranche trimestrielle, sur la base des éléments transmis par l'employeur.

§ 4. Le FOREm est responsable du traitement des données visées à l'alinéa 1^{er}, nécessaire à l'exécution des missions qui lui sont confiées au § 3 et à l'article 36.

Art. 36. La subvention indûment liquidée est récupérée par le FOREm, par toute voie de droit.

Art. 37. La subvention visée à l'article 30 ne peut pas être cumulée avec une autre intervention dans la rémunération, à l'exception, par dérogation à l'article 13 du décret 2 février 2017 relatif aux aides à destination des groupes-cibles, de l'allocation de travail visée à l'article 4 du même décret.

Section 5. — Mesure relative aux "subventions majorées économie sociale" pour les mises à l'emploi dans le cadre de l'article 60, § 7, de la loi organique des centres publics d'action sociale

Art. 38. Par dérogation à l'arrêté royal du 14 novembre 2002 portant octroi d'une subvention majorée de l'Etat aux centres publics d'aide sociale pour des initiatives spécifiques d'insertion sociale dans l'économie sociale, pour des ayants droit à une aide sociale financière, et à l'arrêté royal du 11 juillet 2002 portant octroi d'une subvention majorée de l'Etat aux centres publics d'aide sociale pour des initiatives spécifiques d'insertion sociale dans l'économie sociale, les subventions majorées octroyées pour les mises à l'emploi dans le cadre de l'article 60, § 7, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale sont maintenues entre le 1^{er} octobre 2020 et le 31 mars 2021 si, pour maintenir à l'emploi un ayant droit à une aide sociale financière, l'insertion sociale devait se faire, durant cette période, auprès d'un employeur non reconnu comme initiative d'économie sociale, et pour autant qu'à la date du 1^{er} avril 2021, au plus tard, la mise à disposition soit terminée ou se réalise à nouveau auprès d'une initiative d'économie sociale.

CHAPITRE VII. — *Mesures relatives aux dispenses de disponibilité sur le marché du travail*

Art. 39. L'application des articles 91, alinéa 2, 92, § 2, alinéas 2 et 3, 93, § 2, alinéa 2, et 94, § 2, alinéas 1^{er} et 3, § 5, alinéa 4, et § 6, alinéa 4, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 est suspendue, jusqu'au 31 mars 2021.

CHAPITRE VIII. — *Mesures relatives au congé-éducation payé*

Art. 40. Pour l'application de l'article 111, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, les heures de cours dispensées à distance, entre 1^{er} juillet 2020 et 31 août 2021, sont assimilées à des heures de présences effectives pour déterminer les quotas du congé-éducation payé accordé au travailleur.

Art. 41. Le congé-éducation payé afférent aux cours et formations, organisés durant l'année 2020/2021 et qui sont reportés au plus tard au 30 septembre 2021, n'affecte pas le quota de congé-éducation payé de l'année 2021/2022.

Art. 42. Pour l'application de l'article 21, § 1^{er}, 2^o, de l'arrêté royal du 23 juillet 1985 d'exécution de la section 6 - octroi du congé-éducation payé dans le cadre de la formation permanente des travailleurs - du chapitre IV de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, les heures de cours dispensées à distance, entre le 1^{er} juillet 2020 et le 31 août 2021, pour lesquelles les chefs d'établissements d'enseignement et les responsables pour l'enseignement des organisations visées à l'article 109 de la même loi, ou leurs délégués, ne sont pas en mesure d'attester si elles ont été suivies ou non par le travailleur sont réputées avoir été suivies par le travailleur.

CHAPITRE IX. — *Dispositions finales*

Art. 43. La Ministre qui a l'emploi, l'économie sociale, l'égalité des chances et les droits des femmes dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1^{er} décembre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,
de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

Rapport au Gouvernement

Projet d'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° ... relatif aux diverses dispositions prises, dans le cadre du plan rebond COVID, en matière d'emploi et d'insertion socioprofessionnelle, en ce compris dans le champ de l'économie sociale.

La crise sanitaire exceptionnelle liée au COVID-19 que connaît aujourd'hui la Belgique et les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région wallonne.

Au-delà de l'impact sur la santé, cette crise sanitaire continue d'avoir un impact économique et social important, en Wallonie, qui touche, avant tout nos concitoyens les plus fragilisés. C'est pourquoi, il est essentiel de prendre des mesures visant à en limiter l'impact, garantir les droits des employeurs, travailleurs et allocataires sociaux et assurer que les politiques publiques en matière d'emploi, d'insertion socioprofessionnelle et d'économie sociale puissent produire leurs effets. Il s'agit également de prendre en compte les dimensions d'égalité des chances et des droits des femmes, particulièrement représentées dans ces secteurs.

Les secteurs, dispositifs et services visés par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux répondent à des besoins sociaux et sociétaux essentiels et/ou sont pourvoyeurs d'emplois, notamment pour des travailleur-euse-s fragilisé-e-s, lourdement impacté-e-s par la crise.

L'arrêté de pouvoirs spéciaux porte plusieurs mesures spécifiques concernant l'emploi, l'insertion socioprofessionnelle et l'économie sociale, afin de limiter l'impact de la crise sanitaire du COVID-19 et d'en réduire les effets. Les mesures adoptées sont prises pour maintenir à l'emploi les travailleur-euse-s, favoriser l'insertion des chercheurs d'emploi davantage encore fragilisés par la crise, soutenir les initiatives permettant de poursuivre l'offre de services à nos concitoyens et garantir le maintien des droits des employeurs, travailleurs et allocataires sociaux.

Les mesures adoptées visent également à soutenir les services de proximité, d'insertion socioprofessionnelle, en ce compris dans le champ de l'économie sociale, qui répondent à des besoins sociétaux des citoyens les plus fragilisés.

En vertu du décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire COVID-19, le Gouvernement est compétent pour prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation urgente qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave.

L'urgence des dispositions prises est justifiée par le fait que celles-ci visent à répondre aux besoins auxquels les citoyens, les entreprises, les travailleurs, les demandeurs d'emploi et les allocataires sont aujourd'hui confrontés en raison de la crise sanitaire et des décisions prises, notamment par le comité de concertation, en vue d'endiguer la propagation du COVID-19. Elles sont indispensables afin de garantir le respect de leurs droits et d'assurer que les objectifs poursuivis par les dispositifs publics relatifs à l'emploi, l'insertion socioprofessionnelle et l'économie sociale ne seront pas mis en péril.

Il convient donc d'adopter cet arrêté de pouvoirs spéciaux dans les délais les plus brefs afin que les mesures qu'il contient sortent pleinement leurs effets et se conforment aux temporalités de la crise sanitaire.

Le projet d'arrêté se compose de 42 articles et est structuré en 9 chapitres dont 4 sont subdivisés en différentes sections :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales (article 1^{er})*

L'article 1^{er} reprend une disposition générale précisant que toute subvention prévue par le présent arrêté ne peut pas être supérieure aux coûts effectivement supportés par son bénéficiaire.

CHAPITRE II. — *Mesures relatives à l'économie sociale**Section 1^{re}. — Entreprises d'insertion (art. 2 et 3)*

102 entreprises sont aujourd'hui agréées. L'agrément en tant qu'« Entreprise d'insertion » a pour but de favoriser l'insertion durable et de qualité des travailleurs défavorisés (TD) ou gravement défavorisés (TGD). Les articles 2 et 3 visent à neutraliser la période de crise dans le calcul du subventionnement.

L'article 2 a pour objectif de tenir compte des conséquences de la crise COVID-19, notamment en termes de suspension des contrats de travail, sur le subventionnement perçu par les entreprises d'insertion pour leurs travailleurs défavorisés et gravement défavorisés. Il est ainsi prévu que la période durant laquelle une entreprise d'insertion peut bénéficier d'une subvention pour ses travailleurs est prolongée pour une durée équivalente à la suspension du contrat de travail. Cette mesure permet d'éviter que l'entreprise déjà impactée par la crise ne soit doublement pénalisée.

L'article 3 prévoit, par dérogation à la réglementation actuelle, le maintien des subventions aux entreprises en difficultés. Cette mesure se fonde sur la mise à jour des réglementations en matière d'Aide d'État dans le cadre de la crise COVID-19 lesquelles permettent, entre le 1^{er} janvier 2020 et le 30 juin 2021, le maintien des subventions aux entreprises qui n'étaient pas en difficultés au 31 décembre 2019. Cette dérogation s'applique, pour les entreprises d'insertion, :

- à la subvention pour l'emploi de travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés (encadrement « RGECE ») ;
- à la subvention « Accompagnement social » (règlement « de minimis SIEG ») ;
- à la subvention « Mise en œuvre des principes de l'économie sociale » (règlement « de minimis SIEG »).

Section 2. — "Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale" (art. 4 et 5)

Quant aux 62 IDESS aujourd'hui agréées en Région wallonne, vu la fragilité de leurs publics cibles (travailleurs SINE, articles 60, § 7, et 61), mais également de leurs clients (personnes âgées, porteuses d'un handicap, socio-économiquement fragilisées), elles sont soutenues par les articles 4 et 5 de l'arrêté.

L'article 4 permet aux IDESS d'étendre leurs activités relatives au transport social des personnes à celui des biens dans le cas où ce transport de biens vise à réaliser les courses ou le transport du linge des bénéficiaires des services de l'IDESS. Cette mesure a pour objectif d'apporter une aide aux bénéficiaires des I.D.E.S.S. et de leur éviter, dans un souci de sécurité sanitaire, des trajets non indispensables. Cette extension est valable jusqu'au 31 mars 2021.

L'article 5 vise à garantir aux IDESS le même niveau de subvention en 2020 qu'en 2019. Cette mesure permet d'éviter une baisse de la subvention en 2020 alors que les coûts supportés par les IDESS sont majoritairement incompressibles.

Section 3. — Agences-conseil en économie sociale (article 6)

6 structures sont agréées. Il s'agit d'ASBL qui ont pour mission principale le conseil à la création et l'accompagnement d'entreprises d'économie sociale. Elles se voient octroyer une subvention de base (32 000 euros/an) et une subvention liée à leurs résultats (en fonction du nombre de porteurs de projet accompagnés, du nombre de financements obtenus pour ceux-ci, du nombre d'emplois créés, ...).

L'article 6 vise à garantir un niveau de subventionnement en 2020 qui soit équivalent à celui dont a bénéficié l'agence-conseil en 2019. Cette mesure permet d'éviter une baisse de la subvention en 2020 alors que les coûts supportés par les agences-conseil sont majoritairement incompressibles.

CHAPITRE III. — *Mesures relatives aux services de proximité**Section 1^{re}. — Agence locale pour l'emploi (art. 7 à 12)*

Il existe une agence locale pour l'emploi dans chaque commune wallonne (ALE). Celles-ci ont été directement impactées par la crise tant dans leur organisation que dans leur volume de prestations. Elles sont toutefois en mesure d'apporter, via des prestations de travail effectuées par des demandeurs d'emploi inscrits à l'ALE, une réponse à certains besoins que la crise sanitaire a créés ou accentués.

L'article 7 interdit, temporairement, à l'ALE de réclamer une indemnité pour l'inscription, en tant qu'utilisatrices des services de l'ALE, des structures agréées par l'AViQ et visées à l'article 8.

L'article 8 vise à permettre aux ALE l'élargissement, de manière temporaire, en lien avec la durée de la crise sanitaire, de leurs activités, lesquelles sont listées dans l'article et répondent à des besoins qui ne sont pas ou plus rencontrés par les circuits réguliers du travail. L'objectif est de permettre aux prestataires ALE de renforcer plus rapidement les structures confrontées à une surcharge de travail en raison de la crise sanitaire.

Ces activités peuvent être exercées auprès des structures agréées par l'Agence wallonne pour une vie de Qualité, telles que listées à l'alinéa 2 de l'article 8.

L'article 9, § 1^{er} par dérogation à la réglementation, élargit les conditions d'éligibilité applicables à un prestataire ALE afin de viser les chômeurs qui sont inoccupés depuis plus de 12 mois. Cet élargissement est nécessaire afin de répondre à la demande de prestations ALE attendues à la suite de l'élargissement temporaire des activités menées par les ALE.

Le § 2 de l'article 9 concerne, quant à lui, l'obligation de l'ALE de consacrer 25 % des recettes issues des prestations ALE à la formation des demandeurs d'emploi inscrits chez elle. Afin de tenir compte des difficultés que la crise a créées, le § 2 de l'article 9 permet de reporter la date à laquelle l'ALE doit avoir répondu à son obligation pour les recettes relatives à l'année 2019.

Il permet, en outre, à l'ALE, d'utiliser 50% du montant en principe réservé à l'action, à l'achat de matériel sanitaire, ce afin de maintenir les activités malgré les conséquences de la crise sanitaire du COVID-19. Il règle également ce qu'il advient en cas de non-respect par l'employeur de son obligation de formation au regard des adaptations apportées par l'arrêté.

L'article 10 fixe le montant d'acquisition du chèque-ALE relatif aux activités visées à l'article 8 et permet aux travailleurs de prester jusqu'à 70h par mois dans le cadre de activités agréées en ALE.

L'article 11 organise le financement par la Région wallonne de 5 000 chèques-ALE au bénéfice des structures agréées par l'AViQ et visées à l'article 8. Ce financement vise à les soutenir et à favoriser leur accessibilité au dispositif ALE. Les chèques seront répartis sur la base d'une décision de l'AViQ. Le FOREm finance chaque ALE pour le nombre de chèques-ALE attribués aux structures de son territoire, selon la répartition fixée par l'AViQ. Ce financement permet aux ALE de commander les chèques auprès de la société émettrice pour les distribuer ensuite aux prestataires ALE,

pour les prestations que ces derniers effectuent auprès des structures bénéficiaires et ce, dès l'inscription de celles-ci auprès de l'ALE, en tant qu'utilisatrices.

L'article 12 abroge l'article 11 de l'arrêté de pouvoirs spéciaux n° 51. Cet article doit être abrogé à la suite du report d'un an de l'obligation de formation de l'ALE, relative aux recettes qu'elle a perçues en 2019.

Section 2. — Titres-services (art. 13 et 14).

Le secteur des titres-services a également été et reste confronté à un ralentissement important de ses activités. Ce dispositif revêt un caractère important pour la Wallonie :

- au niveau de l'emploi, ce sont quelque 46 570 travailleur-euse-s actif-ve-s en Wallonie, dont 33 585 y sont domicilié-e-s (98 % des travailleur-euse-s sont des femmes) ;
- au niveau des entreprises, 1 076 sont agréées en Région wallonne et 631 y ont leur siège social ;
- au niveau des utilisateurs, ils sont près de 284 000 à bénéficier des services du secteur afin de mieux concilier leur vie professionnelle et leur vie privée.

L'article 13, alinéa 1^{er}, prévoit que les entreprises titres-services bénéficieront d'une subvention pour les travailleur-euse-s qu'ils ont maintenus à l'emploi malgré l'impossibilité d'effectuer leurs prestations dans le cadre du dispositif des titres-services. Cette mesure vise à compenser les coûts de ce maintien à l'emploi alors que les entreprises ne bénéficient pas des recettes liées à leurs activités.

Les alinéas 2 et 3 déterminent la manière dont le montant de la subvention est calculé en tenant compte des contrats de travail des travailleurs, du nombre de titres-services émis au cours du mois et du montant de l'intervention régionale horaire pour les mois de novembre et décembre 2020.

Les alinéas 4 à 6 déterminent la procédure à suivre pour bénéficier de cette intervention.

Enfin, le dernier alinéa définit ce qu'il convient d'entendre par travailleur titres-services, en référence à la réglementation applicable.

L'article 14 prolonge, quant à lui, la durée de validité des titres-services d'une période de 6 mois, lorsque celle-ci couvre les mois d'octobre 2020 à mars 2021 inclus, et tient compte de la période de crise afin de permettre le remboursement des titres-services non-utilisés.

CHAPITRE IV. — Mesures relatives à l'accompagnement des demandeurs d'emploi inoccupés vers et dans l'emploi (art. 15 à 17)

La subvention des Missions régionales pour l'emploi est composée d'une part fixe (70 %) et d'une part variable (30 %). La part variable est octroyée en fonction de l'atteinte par les MIRE de deux objectifs : d'une part, atteindre au minimum 85 % du nombre de bénéficiaires accompagnés inscrits dans leurs plans d'actions annuels et, d'autre part, qu'au minimum 50 % des bénéficiaires soient insérés dans l'emploi.

L'article 15 vise à déroger aux conditions d'octroi de la part variable de la subvention. Celle-ci est acquise indépendamment de l'atteinte ou non des objectifs du plan d'actions 2020. A la suite de la crise sanitaire et notamment des mesures de fermeture imposées pour lutter contre la propagation du COVID-19, ces conditions ne sauraient être remplies dans le chef des MIRE et impacteraient, à défaut de dérogation, la subvention des MIRE alors que les coûts qu'elles supportent sont majoritairement incompressibles.

L'article 16 permet de prolonger la durée maximale d'un accompagnement auprès d'une MIRE afin de ne pas pénaliser le bénéficiaire de ses services dont l'accompagnement a été perturbé par la crise sanitaire et les mesures qui en ont découlé.

L'article 17 vise à quant à lui à assurer un accompagnement vers et dans l'emploi de demandeurs d'emploi adressés par le FOREm pour répondre aux besoins de renforcement en personnel des structures d'hébergement agréées par l'AViQ liés à la surcharge de travail du personnel, aux absences pour maladie, mises en quarantaine ou épuisement du personnel. La MIRE bénéficiera d'une intervention de 500 euros par demandeur d'emploi adressé par le FOREm et bénéficiant d'un jobcoaching vers et dans l'emploi.

Lorsque le demandeur bénéficie du revenu d'intégration ou de l'aide sociale financière, l'accompagnement vers et dans l'emploi est assuré par le CPAS.

L'accompagnement ou le jobcoaching démarre, au plus tard, le 31 décembre 2020.

CHAPITRE V. — Mesures relatives à l'accompagnement et à l'aide à l'autocréation d'emploi

Section 1 — Structure d'accompagnement à l'autocréation d'emploi (article 18)

12 SAACE sont aujourd'hui agréées en Région wallonne pour accompagner les porteurs de projets d'autocréation d'emploi et leur permettre, le cas échéant, de tester leur projet en bénéficiant d'un encadrement et d'une protection des droits liés à leur statut de demandeur d'emploi.

L'article 18 permet de prolonger de 3 mois la durée maximale de l'accompagnement d'un porteur de projet dont l'accompagnement par une SAACE a été perturbé par la crise sanitaire.

Section 2. — Mesures relatives au soutien à la création d'emploi favorisant la transition vers le statut d'indépendant à titre principal (articles 19 à 21)

Le dispositif Airbag qui vise à soutenir les porteurs d'un projet entrepreneurial, ainsi que les indépendants à titre complémentaire, afin de leur permettre de s'installer comme indépendants à titre principal, est également directement impacté par la crise. Pour compenser les effets négatifs de la crise, il convient d'aménager les modalités d'octroi et de liquidation de l'incitant financier

L'article 19 permet au bénéficiaire d'interrompre son activité et l'autorise, en ce cas, à faire appel au droit passerelle ou à d'autres revenus de remplacement en fonction de son statut (toujours demandeur d'emploi ou indépendant à titre complémentaire ou déjà indépendant à titre principal), dès lors que l'octroi des prochaines tranches de l'aide airbag est reporté d'une durée équivalente à la durée de la suspension de l'activité. Il permet également de reporter le délai endéans lequel le porteur d'un projet entrepreneurial doit s'être installé en tant qu'indépendant à titre principal.

L'article 20 prolonge la durée endéans laquelle la subvention doit avoir été octroyé d'une durée équivalente à la période pendant laquelle le bénéficiaire de l'incitant financier Airbag a interrompu son activité. Il permet également au FOREm de déroger aux obligations (relatives 2e et 3e tranches de l'incitant financier) en matière de développement économique de l'activité du bénéficiaire.

L'article 21 adapte les procédures et modalités de la liquidation de l'incitant afin de prendre en compte l'interruption des activités du bénéficiaire en prolongeant les délais prévus d'une période équivalente à la durée de l'interruption des activités.

CHAPITRE VI. — Mesures relatives aux aides à l'emploi

Section 1^{re}. — Aide à la promotion de l'emploi (APE ; art. 22 à 25)

L'article 22 suspend l'obligation relative au maintien et à l'augmentation du volume global de l'emploi qui s'imposent aux employeurs APE. Cette suspension a pour but d'éviter que les employeurs ne soient doublement sanctionnés en cas de diminution de leur nombre de travailleurs à la suite des conséquences de la crise sanitaire COVID-19.

Les alinéas 2 et 3, respectivement pour les employeurs du secteur des pouvoirs locaux et du secteur non marchand, adaptent les modalités de vérification du respect du volume global de l'emploi, au regard de la suspension prévue par l'alinéa 1^{er}.

L'alinéa 4 permet aux employeurs (pouvoirs locaux) qui n'auraient pas pu respecter leur VGE malgré la suspension, en raison des effets à moyen ou long termes de la crise sanitaire, de demander une dérogation ministérielle. Une telle possibilité existe déjà pour les employeurs relevant du secteur non-marchand.

L'article 23 vise à garantir, vu l'adaptation de l'organisation du travail au FOREm, le paiement des subventions dans les délais prévus. Pour ce faire, il prévoit que le FOREm procède à la liquidation de la subvention sur la base du taux moyen de subventionnement des employeurs et non sur la base de l'état des prestations effectivement réalisées, envoyé par l'employeur.

Dès lors que les conditions sanitaires permettront la reprise du travail par les employeurs et par le FOREm, dans des conditions normales, les subventions seront recalculées sur la base des états de prestations envoyés.

En outre, cet article reporte le délai maximal endéans lequel l'employeur doit envoyer les états de prestations relatifs à ses travailleurs.

L'article 24 vise à suspendre tous les délais de rigueur prévus dans le décret APE du 25 avril 2002 afin d'éviter que les employeurs ne soient sanctionnés pour le non-respect des délais de rigueur qui n'ont pas pu être respectés en raison de l'impact de la crise sanitaire du COVID-19.

L'article 25 permet de déroger, temporairement, à l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant exécution du décret APE et, dans le respect du droit du travail, au respect des fonctions octroyées dans le cadre de l'aide A.P.E. afin de tenir compte de l'impact de la crise sanitaire sur les modalités organisationnelles de travail.

Section 2. — Mesures relatives au dispositif "SESAM" visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés auprès de certaines entreprises (art 26 à 28)

Le non-respect d'une décision d'octroi de l'aide SESAM dans le chef de l'employeur peut impacter négativement l'analyse d'une nouvelle demande d'octroi de l'aide SESAM qui serait introduite ultérieurement par l'employeur. L'article 26 vise à permettre que le non-respect d'une obligation par l'employeur en raison de la crise sanitaire n'ait pas pour effet de bloquer une demande introduite ultérieurement par l'employeur.

L'article 27 suspend l'obligation relative au maintien et à l'augmentation du volume global de l'emploi qui s'imposent aux employeurs bénéficiaires de l'aide SESAM. Cette suspension a pour but d'éviter que les employeurs ne soient doublement sanctionnés en cas de diminution de leur nombre de travailleurs à la suite des conséquences de la crise sanitaire du COVID-19.

L'article 28 vise à suspendre tous les délais de rigueur prévus dans le décret SESAM afin d'éviter que les employeurs, bénéficiaires de l'aide SESAM, ne soient sanctionnés pour le non-respect des délais de rigueur qui n'ont pas pu être respectés en raison de l'impact de la crise sanitaire COVID-19.

Section 3. — Mesures relatives aux aides à destination des groupes-cibles (art 29)

L'article 29 reprend le chômage temporaire parmi les causes de suspension de l'octroi de l'aide. Cela permet de suspendre l'écoulement de la durée pendant laquelle le travailleur/demandeur d'emploi peut bénéficier de l'aide Impulsion. L'objectif de cette mesure est d'éviter la prise en compte des périodes de chômage temporaire dans le calcul de la durée maximale d'octroi alors que le travailleur ne bénéficie d'aucune allocation d'activation.

Il assimile, en outre, les périodes d'occupation sous « articles 60-61 » à des périodes d'inoccupation.

Section 4. — Subvention pour la mise à l'emploi des demandeurs d'emploi de très longue durée auprès d'employeurs impactés par la crise COVID-19 (art 30 à 37)

La section 4 poursuit un double objectif, d'une part, la mise à l'emploi des demandeurs d'emploi inoccupés depuis plus de 24 mois et, d'autre part, répondre à un besoin urgent de personnel dans le chef des employeurs relevant des secteurs essentiels directement et significativement impactés par les conséquences de la crise sanitaire du COVID-19.

L'article 30 prévoit que le FOREm octroie, à ces employeurs, une subvention mensuelle de 1 000 € pour l'engagement d'un demandeur d'emploi inoccupé depuis plus de 24 mois. La subvention est octroyée pour une durée maximale de 24 mois à dater de l'engagement.

Compte tenu des moyens budgétaires disponibles, le nombre de subventions qui seront octroyées est limité à 250 décisions d'octroi de la subvention.

L'article 31 définit les bénéficiaires potentiels de la subvention. Il s'agit d'employeurs qui ont été directement et significativement impactés par la crise et sont confrontés à un manque de personnel en raison, notamment, de la surcharge de travail provoquée par la crise sanitaire.

Pour bénéficier de l'aide, ces employeurs doivent s'engager à engager un demandeur d'emploi pour une durée de 24 mois et à lui offrir 40h de formation par an, quel que soit son régime de travail

L'article 32 détermine les conditions d'éligibilité du demandeur d'emploi pour lequel la subvention prévue à l'article 29 est octroyée, à savoir :

- être inscrit au FOREm et être dans une période d'inoccupation depuis plus de 24 mois
- résider en région de langue française

• au cours des 24 derniers mois, soit avoir été occupé dans le cadre d'un contrat « article 60-61 », soit avoir suivi l'une des formations listées (PFI, FALT, formation coup de poing pénurie,...), soit avoir bénéficié d'un accompagnement vers et dans l'emploi par une MIRE.

L'article 33 précise les modalités d'introduction et de traitement des demandes d'octroi de la subvention visée à l'article 29.

Compte du nombre limité d'octrois de la subvention, l'article 33 précise que les demandes sont traitées dans leur ordre d'envoi, le cachet de la poste faisant foi.

L'article 34 prévoit que l'employeur doit engager un demandeur d'emploi répondant aux conditions susmentionnées dans un délai de 4 mois. A défaut, le bénéfice de la décision d'octroi de l'aide est perdu. La décision d'octroi sort ses effets à dater de l'engagement durant maximum 2 ans.

En cas de rupture du contrat de travail du travailleur engagé, le bénéfice de la subvention est perdu, sauf lorsque la rupture du contrat de travail résulte de la démission du travailleur. Dans ce cas, l'employeur peut remplacer le travailleur par un demandeur d'emploi inoccupé répondant aux conditions prévues à l'article 32.

L'article 35 précise les conditions et modalités de liquidation de la subvention FOREm.

L'article 36 prévoit que la subvention indûment liquidée par le FOREm est récupérée par toute voie de droit.

Enfin, l'article 37 prévoit que la subvention visée à l'article 30 peut être cumulée avec l'aide « Impulsion 12 mois + ».

Section 5. — Mesure relative aux "subventions majorées économie sociale" pour les mises à l'emploi dans le cadre de l'article 60, § 7 de la loi organique des centres publics d'action sociale

L'article 38 vise à permettre à un CPAS bénéficiant d'aides « ART60 majoré économie sociale » de mettre ses travailleurs à l'emploi auprès d'un employeur ne relevant pas du champ de l'économie sociale, si le ou les employeurs (économie sociale) pressentis ne sont pas, du fait de la crise COVID, en mesure de prendre en charge ou de poursuivre la prise en charge des travailleurs ART60 concernés.

CHAPITRE VII. — Mesures relatives aux dispenses de disponibilité sur le marché du travail

L'article 39 dispense temporairement le chômeur du contrôle de sa disponibilité sur le marché du travail, d'une part, de l'obligation de suivre les études et formations durant la période de suspension de celles-ci en raison de la crise sanitaire et, d'autre part, de fournir les attestations de sa présence à ces formations et/ou études.

CHAPITRE VIII. — Mesures relatives au congé-éducation payé

L'article 40 assimile les heures de cours suivies à distance à des heures de cours suivies en présentiel, dans le cadre de l'octroi du congé-éducation payé.

Les cours donnant droit au congé-éducation payés pour l'année scolaire 2020-2021 peuvent être suivis jusqu'au 30 septembre 2021. Dans ce cas, ils n'affectent pas le quota d'heures de congé éducation-payé pour l'année scolaire 2021-2022.

L'article 42 répute suivies les heures de formation à distance qui n'ont pas pu faire l'objet d'une attestation de présence par les établissements et opérateurs de formation en raison de la crise sanitaire.

CHAPITRE IX. — Dispositions finales

L'article 43 n'appelle pas de commentaire.

AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT 68.298/2-4

Section de législation

Deuxième et quatrième chambres

La demande d'avis introduite le 16 novembre 2020 par la Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes de la Région wallonne sur un projet sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° ... 'relatif aux diverses dispositions prises, dans le cadre du plan rebond COVID, en matière d'emploi et d'insertion socioprofessionnelle, en ce compris dans le champ de l'économie social', a été rayée du rôle le 23 novembre 2020, conformément à l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2020/44192]

1 DECEMBER 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 58 betreffende verschillende bepalingen die in het kader van "de plan rebond" COVID-19 zijn genomen inzake werkgelegenheid en socioprofessionele inschakeling, sociale economie inbegrepen

De Waalse Regering,

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;

Gelet op de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen;

Gelet op de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen;

Gelet op het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling;

Gelet op het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie;

Gelet op het besluit van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de "Initiatieven de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale" (Initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel), afgekort "I.D.E.S.S."; ;

Gelet op het decreet van 15 juli 2008 betreffende de begeleidingsstructuren voor zelftewerkstelling;

Gelet op het decreet van 27 oktober 2011 betreffende steunverlening voor banencreatie via de bevordering van beroepsovergang naar het statuut van zelfstandige als hoofdactiviteit;

Gelet op het decreet van 20 oktober 2016 betreffende de erkenning van de initiatieven van sociale economie en de erkenning en de subsidiëring van de inschakelingsbedrijven;

Gelet op het decreet van 2 februari 2017 betreffende de steun voor tewerkstelling ten behoeve van de doelgroepen;

Gelet op het decreet van 14 februari 2019 betreffende de subsidies ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden bij sommige ondernemingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 juli 1987 tot uitvoering van afdeling 6 - toekenning van betaald educatief verlof in het kader van de voortdurende vorming van de werknemers - van hoofdstuk IV van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 december 2001 betreffende de Dienstcheques;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 juli 2002 tot toekenning van een verhoogde staatstoelage aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn voor specifieke initiatieven, gericht op sociale inschakeling, binnen de sociale economie;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 november 2002 tot toekenning van een verhoogde staatstoelage aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn voor specifieke initiatieven, gericht op sociale inschakeling, binnen de sociale economie, voor rechthebbenden op financiële maatschappelijke hulp;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs, en andere wettelijke bepalingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 januari 2006 tot uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 juni 2007 tot uitvoering van het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel;

Gelet op het besluit van 27 mei 2009 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 mei 2012 tot uitvoering van het decreet van 27 oktober 2011 betreffende steunverlening voor banencreatie via de bevordering van beroepsovergang naar het statuut van zelfstandige als hoofdactiviteit;

Gelet op het besluit van 24 mei 2017 tot uitvoering van het decreet van 20 oktober 2016 betreffende de erkenning van de initiatieven van sociale economie en de subsidiëring van de inschakelingsbedrijven;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2019 ter uitvoering van het decreet van 14 februari 2019 betreffende de subsidies ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden bij sommige ondernemingen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 november 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 13 november 2020;

Gelet op het rapport van 13 november 2020, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van vijf dagen, gericht aan de Raad van State op 16 november 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn ;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973; Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de ontwikkeling van de gezondheids crisis COVID-19 en de maatregelen die door de verschillende bestuursniveaus zijn genomen en met name die welke aan het einde van het overlegcomité van 30 oktober 2020 zijn aangenomen om de verspreiding ervan te beperken;

Gelet op de diepgaande impact van deze crisis en op de maatregelen die nodig zijn om de COVID-19-epidemie te bestrijden, in het bijzonder op het Waalse beleid inzake werkgelegenheid, socioprofessionele inschakeling en sociale economie;

Overwegende dat de crisis de sectoren en openbare regelingen inzake werkgelegenheid, socioprofessionele inschakeling en sociale economie in het gedrang kan brengen, evenals de doelstellingen die met deze regelingen worden nagestreefd;

Overwegende dat de voorziene maatregelen onontbeerlijk zijn om de werkgelegenheid in deze sectoren en de handhaving van de sociale prestaties voortvloeiend uit deze regelingen te garanderen;

Overwegende dat het, om het beginsel van de continuïteit van de openbare diensten te waarborgen, noodzakelijk is de organisatie van de openbare diensten belast met de regelingen betreffende de beleidsmaatregelen inzake werkgelegenheid, socioprofessionele inschakeling en sociale economie aan te passen en er tegelijkertijd voor te zorgen dat de rechten van de begunstigden worden geëerbiedigd;

Overwegende dat het passend is de toegekende subsidies vrij te stellen en de eerbiediging van de rechten van de begunstigden te waarborgen in het kader van de regelingen betreffende het beleid inzake werkgelegenheid, socioprofessionele inschakeling en sociale economie, teneinde de onvermijdelijke gevolgen van de COVID-19-epidemie te vernietigen, met uitsluiting van elk buitenkans-effect dat daaruit kan voortvloeien;

Overwegende dat ondernemingen in de sociale economie te maken hebben gehad met een aanzienlijke vermindering van hun activiteiten die rechtstreeks van invloed is op hun inkomsten;

Dat deze daling van de activiteit directe gevolgen heeft voor de subsidies aan de ondernemingen in de sector, die essentieel zijn voor hun economische en financiële levensvatbaarheid, en dat tegelijkertijd de lasten en kosten voor de verschillende ondernemingen van de sociale economie voor het grootste deel niet kunnen worden gedrukt;

Dat het daarom van essentieel belang is dat er corrigerende maatregelen worden genomen om de gevolgen van de crisis te verzachten en de integratie van kwetsbare werknemers (TD) of uiterst kwetsbare werknemers (TGD) in inschakelingsbedrijven en "Initiatieven de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale" (Initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel), afgekort : "I.D.E.S.S." te ondersteunen;

Gelet bovendien op de moeilijkheden die de begunstigden van de diensten van de "I.D.E.S.S." ondervinden bij hun verplaatsingen en de risico's waaraan zij zich blootstellen, gezien hun leeftijd of hun handicap of hun sociaal-economische kwetsbaarheid, als gevolg van de COVID-19-gezondheids crisis, om te gaan winkelen voor voedsel of om medicijnen of andere basisbenodigdheden of hun wasserijdiensten te halen;

Dat het derhalve passend is om op tijdelijke basis het tijdelijke vervoer van levensmiddelen en basisbenodigdheden toe te staan, alsmede het vervoer van het linnengoed van de begunstigden van I.D.E.S.S.-diensten. ;

Gelet op het effect van de gezondheids crisis op de omvang van de activiteiten van de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen en tegelijkertijd de behoeften van de sector personeerszorg op het gebied van het werk en de organisatie van de sector;

Dat het verlenen van PWA diensten ten behoeve van de structuren voor persoonlijke bijstand het mogelijk maakt PWA's te ondersteunen en tegelijkertijd tegemoet te komen aan de dienstverleningsbehoeften van de structuren;

Overwegende dat de toegankelijkheid van de structuren die personen bijstaan bij de PWA-regeling moet worden ondersteund om het verwachte effect van de maatregel te bevorderen ;

Gelet op het ontstaan van nieuwe lasten om de veiligheid van de PWA-werknemers te garanderen en de gevolgen van de gezondheids crisis voor de organisatie van de opleiding van de bij de PWA geregistreerde werklozen;

Gelet op de impact van de gezondheids crisis op de omvang van de activiteiten van dienstenchequebedrijven en de directe gevolgen daarvan voor de situatie van de dienstencheque-werknemers;

Overwegende dat het, om ervoor te zorgen dat de werknemers van dienstencheques onder hun normale werkomstandigheden blijven werken, noodzakelijk is het inkomensverlies als gevolg van het niet innen van de gebruikersbijdrage door de onderneming te compenseren;

Overwegende dat deze maatregel waarschijnlijk ook de organisatie van de dienstverlening van dienstencheques zal stimuleren, die worden gehandhaafd;

Overwegende dat de verplichtingen van de MIRE (gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling) op het gebied van het begeleid publiek en de inschakeling in het arbeidsproces niet kunnen worden nagekomen vanwege de gevolgen en de maatregelen die zijn genomen om de COVID-gezondheids crisis te bestrijden¹⁹ ;

Overwegende dat het passend is de verlenging van de duur van de begeleiding toe te staan voor begunstigden van MIRE-diensten waarvan de begeleiding door de gezondheids crisis is verstoord;

Gelet op het belang van de begeleiding van werkzoekenden die een opleiding hebben gekregen voor een beroep waarvoor het aanbod van banen is toegenomen als gevolg van de COVID-19-gezondheids crisis;

Overwegende dat de gezondheids crisis gevolgen kan hebben voor de ontwikkeling van de begeleiding van projectleiders die ondersteund worden door een begeleidende structuur voor zelftewerkstelling;

Gelet op de gevolgen van de gezondheids crisis voor mensen die als hoofdactiviteit zelfstandig zijn gaan werken en die in dit verband profiteren van de Airbag-steun ;

Dat de wijze van toekenning en uitbetaling van de Airbag-steun moet worden aangepast om rekening te houden met de gevolgen van de gezondheids crisis voor de ontwikkeling van hun bedrijf;

Dat er ook rekening moet worden gehouden met het feit dat veel begunstigden gedwongen zijn hun activiteiten tijdelijk op te schorten;

Gelet op de gevolgen van de crisis voor de werkgevers die profiteren van APE- of SESAM-subsidies;

Dat als gevolg van de crisis bepaalde wettelijke verplichtingen tijdelijk niet kunnen worden nagekomen;

Dat de nodige maatregelen moeten worden genomen om te voorkomen dat de werkgever dubbel wordt gestraft voor het niet nakomen van de verplichtingen die in de regelgeving zijn vastgelegd als gevolg van de gezondheids crisis ;

Gelet op de toenemende impact van de COVID-19-crisis op de werkgelegenheid van de meest kwetsbare groepen;

Gelet met name op de gevolgen van de crisis voor mensen die al meer dan 24 maanden als werkzoekende geregistreerd staan en de noodzaak om hun inschakeling op de arbeidsmarkt te ondersteunen om te voorkomen dat ze in de spiraal van niet-werkenden terechtkomen, met het daaruit voortvloeiende verhoogde risico op armoede;

Gelet bovendien op de steeds grotere behoefte aan laag- en middelhooggeschoolde arbeidskrachten in essentiële sectoren, zoals gedefinieerd door het Overlegcomité, met name in de sectoren gezondheidszorg, persoonlijke dienstverlening, sociale actie en handicap, in lokale levensmiddelenwinkels en in "korte circuits" in de levensmiddelensector;

Dat de uitvoering van een werkgelegenheidssteunregeling voor deze sectoren, voor de aanwerving van niet-werkende werkzoekenden die meer dan 24 maanden werkloos zijn, een antwoord biedt op dit tweeledige probleem;

Overwegende dat de gezondheids crisis rechtstreeks van invloed is op de uitvoering van studies en opleidingen en dat hiermee rekening moet worden gehouden in de context van betaald educatief verlof voor werknemers en vrijstellingen die aan werkzoekenden worden verleend om hun beschikbaarheid op de arbeidsmarkt aan te tonen ;

Gelet op de dringende noodzaak om deze maatregelen uit te voeren om het beoogde doel te bereiken en gelet op het feit dat elke vertraging bij de vaststelling ervan het effect ervan waarschijnlijk zal verminderen;

Op de voordracht van de Minister van Werk, belast met Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit en voor elke van de bepalingen die met betrekking tot de subsidiëring zijn vastgesteld, mag het bedrag van de subsidie niet hoger zijn dan de kosten die daadwerkelijk door de begunstigde worden gedragen, voor wat gesubsidieerd wordt.

HOOFDSTUK II. — *Maatregelen betreffende sociale economie*

Afdeling 1.— Inschalingsbedrijf

Art. 2. In afwijking van artikel 20 van het decreet van 20 oktober 2016 betreffende de erkenning van de initiatieven van sociale economie en de erkenning en de subsidiëring van de inschakelingsbedrijven en van artikel 18, § 1 van het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2017 tot uitvoering van het decreet van 20 oktober 2016 betreffende de erkenning van de initiatieven van sociale economie en de erkenning en de subsidiëring van de inschakelingsbedrijven, kan de maximumtermijn vanaf de datum van indiening van een kwetsbare werknemer of een uiterst kwetsbare werknemer, waarvoor de intensiteit van de steun niet meer dan 50 % van de loonkosten mag bedragen, tussen 19 oktober en 31 maart 2021 worden verlengd met perioden van opschorting van de arbeidsovereenkomst van de kwetsbare werknemer of de uiterst kwetsbare werknemer.

Art. 3. In afwijking van artikel 15, § 1, 3^o, van het decreet van 20 oktober 2016 betreffende de erkenning van de initiatieven van sociale economie en de erkenning en de subsidiëring van de inschakelingsbedrijven, kunnen de subsidies bedoeld in hoofdstuk 5 van datzelfde decreet tot 30 juni 2021 worden toegekend aan ondernemingen in moeilijkheden in de zin van artikel 2, 18), van Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar

worden verklaard, die op 31 december 2019 niet in moeilijkheden verkeerden, maar die in de periode van 1 januari 2020 tot en met 30 juni 2021 ondernemingen in moeilijkheden zijn geworden”.

Afdeling 2.— Initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel

Art. 4. Voor de toepassing van artikel 2 van het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de “Initiatives de développement de l’emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale” (initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel), afgekort : ‘I.D.E.S.S., omvat het sociaal vervoer, tot 31 maart 2021, het vervoer van goederen ten behoeve van de begunstigten bedoeld in artikel 1, eerste lid, 4°, van hetzelfde decreet.

Het in het eerste lid bedoelde vervoer van goederen omvat het vervoer, ten behoeve van de begunstigten, van levensmiddelen en basisbenodigdheden, alsmede het vervoer van wasgoed.

Art. 5. In afwijking van artikel 11, § 1, lid 1, 3 en 4 van het besluit van de Waalse Regering van 21 juni 2007 tot uitvoering van het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de “Initiatives de développement de l’emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale” (Initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel), is het bedrag van de subsidie, bedoeld in artikel 11, § 1, leden 1, 3 en 4, van hetzelfde decreet, van het I.D.E.S.S., met betrekking tot het jaar 2020, gelijk aan het bedrag van zijn subsidie voor 2019, indien het aldus verkregen bedrag hoger is dan het voor het jaar 2020 berekende bedrag.

Afdeling 3.— Adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie

Art. 6. In afwijking van artikel 13, lid 2, van besluit van de Waalse Regering van 26 januari 2006 tot uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie, is het bedrag van de subsidie, bedoeld in artikel 23 van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie, van het adviesverlenende agentschap, met betrekking tot het jaar 2020, gelijk aan het bedrag van zijn subsidie voor 2019, indien het aldus verkregen bedrag hoger is dan het voor het jaar 2020 berekende bedrag.

HOOFDSTUK III. — Maatregelen betreffende de buurtdiensten

Afdeling 1.— Plaatselijke werkgelegenheidsagentschap

Art. 7. In afwijking van artikel 8, § 2, vijfde lid, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, kan het Plaatselijke werkgelegenheidsagentschap, hierna PWA genoemd, geen vergoeding eisen bij de inschrijving van de kandidaat-gebruiker bedoeld in artikel 8, lid 2, voor de activiteiten bedoeld in artikel 8, eerste lid.

Art. 8. Voor de toepassing van artikel 79 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering mogen tussen 1 november 2020 en 30 juni 2021 de volgende activiteiten worden uitgeoefend ten behoeve van de in het tweede lid bedoelde personen:

- 1° het bijstaan van de onderhoudsploegen bij het beheer van de hygiëne en de ontsmetting van de lokalen;
- 2° de bijstand aan (para)medische ploegen bij de voorbereiding van uitrusting;
- 3° de logistieke bijstand in verband met de inrichting van de ruimte en het voorraadbeheer;
- 4° de bijstand bij het toezicht op of de begeleiding van de bewoners, onder meer met het oog op het creëren van sociale banden;
- 5° de hulp bij het bereiden en uitdelen van maaltijden aan de bewoners;
- 6° de bijstand en ondersteuning van de ploegen in het kader van diensten aan de bewoners.

De in lid 1 bedoelde activiteiten kunnen worden uitgevoerd ten behoeve van de volgende, door het “Agence wallonne pour une Vie de Qualité” (Waalse Agentschap voor de Kwaliteit van het Leven), kortweg AViQ, goedgekeurde structuren:

- 1° de volgende instellingen voor ouderen: rustoorden, rust- en verzorgingstehuizen, serviceflats, centra voor avond- en/of nachtopvang en kortstondig verblijf, zoals bedoeld in artikel 334, 2°, van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;
- 2° de residentiële diensten voor jongeren (S.R.J.), bedoeld in artikel 1314/98 van het Reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;
- 3° de residentiële nachtdiensten voor volwassenen (S.R.N.A.), bedoeld in artikel 1199 van het Reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;
- 4° de dagonthaaldienst voor volwassenen (S.R.A.), bedoeld in artikel 1198 van het Reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;
- 5° de diensten voor huisvesting onder toezicht (S.L.S.), bedoeld in artikel 1200 van het Reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

De in lid 1 bedoelde activiteiten beantwoorden aan behoeften waarin niet wordt voorzien door regelmatige arbeidscircuits, rekening houdend met de uitzonderlijke aard van de behoeften die worden veroorzaakt door de gevolgen van de COVID-19-pandemie. Deze activiteiten kunnen worden uitgevoerd zonder dat het PWA heeft vastgesteld dat zij in de betrokken gemeente niet door de reguliere arbeidscircuits worden opgevangen.

Art. 9. § 1. In afwijking van artikel 79, § 4, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit wordt tussen 1 november 2020 en 30 juni 2021 een persoon die is ingeschreven bij een PWA en die voldoet aan de volgende cumulatieve voorwaarden, beschouwd als langdurig werkloos en die werkzaamheden mag verrichten in het kader van een PWA:

- 1° sinds ten minste twaalf maanden ingeschreven zijn als niet-werkende werkzoekende bij de “Office wallon de la formation professionnelle et de l’emploi” (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling), afgekort “FOREm” ;
- 2° genieten van een werkloosheids-, inschakelings- of beschermingsuitkering of genieten van een leefloon of financiële sociale hulp

§ 2. In afwijking van artikel 79, § 9, eerste lid, 2°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, mag maximaal vijftig procent van het bedrag dat bestemd is voor de financiering van de vormingen van de werklozen die zijn ingeschreven bij het Plaatselijk Werkgelegenheidsagentschap worden gebruikt voor de aankoop van materiaal en producten voor de sanitaire veiligheid van het PWA-personeel, met inbegrip van personeel dat door FOREm is gedetacheerd en werknemers die werkzaamheden verrichten in het kader van een PWA arbeidsovereenkomst, alsmede voor de extra kosten voor het schoonmaken van de lokalen van het PWA en de aankoop van apparatuur waarmee het personeel op afstand kan werken om de continuïteit van de dienstverlening te waarborgen.

Het eerste lid is uitsluitend van toepassing op de inkomsten van de jaren 2019 en 2020 waarvoor het PWA uiterlijk op 31 december 2021 aan de verplichting van artikel 79, § 9, eerste lid, 2°, van hetzelfde koninklijk besluit moet hebben voldaan, en op voorwaarde dat de in lid 1 bedoelde werkzaamheden worden verricht in de periode van 1 januari 2020 tot en met 31 december 2021 voor de ontvangsten in verband met het jaar 2019 en in de periode van 1 januari 2021 tot en met 31 december 2021 voor de ontvangsten in verband met het jaar 2020.

In afwijking van artikel 79, § 9, derde lid, van hetzelfde koninklijk besluit wordt de verplichting om ten minste vijftientig procent van het in artikel 79, § 9, eerste lid, 2°, van hetzelfde koninklijk besluit bedoelde bedrag met betrekking tot de inkomsten voor het jaar 2019 te gebruiken voor de financiering van de opleidingskosten van de in het PWA ingeschreven werklozen, uitgesteld tot uiterlijk 31 december 2021.

In afwijking van artikel 79, § 9, derde lid, van hetzelfde koninklijk besluit wordt het ongebruikte saldo van de vijftientig procent van het in artikel 79, § 9, eerste lid, 2°, van hetzelfde koninklijk besluit bedoelde bedrag, dat betrekking heeft op de ontvangsten van het jaar 2019, bedoeld in het derde lid, en het saldo met betrekking tot de ontvangsten van het jaar 2020 en waarvoor het PWA uiterlijk op 31 december 2021 aan zijn verplichting, bedoeld in artikel 79, § 9, eerste lid, 2°, moet hebben voldaan, gestort aan FOREm.

De FOREm wijdt de bedragen, gevormd door de som van de niet-gebruikte saldi, bedoeld in het vierde lid, aan de financiering van de opleidingsuitgaven voor de werklozen die zijn ingeschreven in het kader van het PWA, boven vijftientig procent van het bedrag bedoeld in artikel 79, § 9, eerste lid, 2°, van hetzelfde koninklijk besluit dat betrekking heeft op de inkomsten voor het jaar 2019 en het bedrag dat betrekking heeft op de inkomsten voor het jaar 2020, onverminderd het eerste lid.

Het PWA dat in aanmerking wenst te komen voor de in lid 5 bedoelde financiering, dient vóór 1 juli 2022 een aanvraag in bij FOREm, samen met een kopie van de bewijsstukken voor de extra opleidingsuitgaven in de jaren 2020 en 2021, voor inkomsten met betrekking tot het jaar 2019, en in het jaar 2021, voor inkomsten met betrekking tot het jaar 2020.

Naar gelang van het aantal PWA's die een verzoek hebben ingediend, overeenkomstig lid 6, en in verhouding tot het bedrag van hun extra uitgaven, verdeelt FOREm de financiering gelijkelijk over de agentschappen die hun uitgaven binnen de in lid 6 genoemde termijn verantwoorden.

De aan het Agentschap overeenkomstig lid 7 toegekende financiering mag in geen geval meer bedragen dan de werkelijk gemaakte vormingskosten.

Art. 10. § 1. In afwijking van artikel 79bis, § 2, lid 1, van hetzelfde koninklijk besluit wordt de aankoopprijs van de PWA-cheques voor de activiteiten bedoeld in artikel 8, lid 1, vastgesteld op 7,45 euro.

§ 2 In afwijking van artikel 79bis, § 4, lid 2, van hetzelfde koninklijk besluit wordt tussen 30 november 2020 en 30 juni 2021 het maximumaantal uren activiteit dat door de PWA-werknemer kan worden uitgeoefend, vastgesteld op 70 uur per kalendermaand.

Art. 11. Op basis van de door de AViQ vastgestelde verdeling van het aantal PWA-cheques dat voor elke in artikel 8, lid 2, bedoelde persoon is gereserveerd, financiert FOREm ten behoeve van de in artikel 8, lid 2, bedoelde personen in totaal 5.000 PWA-cheques voor de uitvoering van de in artikel 8, lid 1, bedoelde activiteiten. De verdeling van de 5.000 PWA-cheques over de verschillende personen bedoeld in artikel 8, lid 2, wordt door AViQ vastgesteld en vóór 15 december 2020 aan FOREm meegedeeld.

De FOREm betaalt een bedrag dat gelijk is aan de aankoopwaarde van het aantal PWA-cheques dat volgens de door de AViQ vastgestelde verdeling wordt toegekend aan de in artikel 8, lid 2, bedoelde personen op het grondgebied van het betrokken PWA. Het door de FOREm betaalde bedrag wordt door het PWA gebruikt om niet-nominatieve cheques voor de in artikel 8, lid 1, bedoelde activiteiten te bestellen.

Indien de aan de in artikel 8, lid 2, bedoelde structuren toegekende cheques niet worden gebruikt, wisselt de PWA deze in en gebruikt zij de bedragen voor de opleiding van de bij haar geregistreerde werkzoekenden.

Mits en zodra de in lid 1 bedoelde structuren bij het betrokken PWA zijn geregistreerd, verdeelt het PWA, in overeenstemming met de door de AViQ vastgestelde verdeling, PWA-cheques onder de PWA-dienstverleners voor de gepresteerde uren die zij aan de in lid 1 bedoelde structuren verstrekken.

Art. 12. Artikel 11 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 51 van 16 juni 2020 betreffende de afbouwmaatregelen COVID-19 inzake werkgelegenheid en socio professionele inschakeling, sociale economie ingerepen, wordt opgeheven.

Afdeling 2 — Dienstencheques

Art. 13. Het Waalse Gewest kent voor de maanden november en december 2020 een toelage toe aan de erkende onderneming bedoeld in artikel 2, § 1, 6°, van de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen, teneinde de bezoldiging, met inbegrip van de desbetreffende bijdragen, van de dienstencheque-werknemers van de onderneming erkend door het Waals Gewest, die in de betrokken maanden daadwerkelijk door het Waalse Gewest is gedragen, alsmede de overige uitgaven die voortvloeien uit de dienstencheque-activiteit, geheel of gedeeltelijk te dekken.

Het maandelijkse bedrag van de in het eerste lid bedoelde toelage is gelijk aan $(a - b) \times c$

waar:

- "a" is gelijk aan het aantal uren dat de erkende onderneming gedurende de betrokken maand voor al haar dienstencheque-werknemers heeft betaald;

- "b" is gelijk aan het aantal dienstencheques dat overeenkomt met de prestaties die de werknemers van de erkende onderneming gedurende de betrokken maand hebben verleend;

- "c" is gelijk aan 18 euro.

Het aantal uren waarvoor de erkende onderneming gedurende de betreffende maand, voor elke dienstencheque-werknemer, een toelage zal ontvangen, mag niet groter zijn dan het aantal daadwerkelijk betaalde uren of het hoogste van de volgende aantallen :

1° het aantal uren voorzien in de arbeidsovereenkomst van de dienstencheque-werknemer, met inbegrip van de aanhangsels, van toepassing in de maand oktober 2020;

2° of het aantal betaalde uren van de dienstencheque-werknemer tijdens dezelfde maand van 2019.

Om in aanmerking te komen voor de in lid 1 bedoelde toelage deelt de erkende onderneming aan de maatschappij die dienstencheques voor het Waalse Gewest uitgeeft, uiterlijk binnen 30 dagen na het einde van de betrokken maand, het aantal betaalde uren voor elke dienstencheque-werknemer in de betrokken maand mee, zoals bedoeld in het eerste lid.

De toelage bedoeld in het eerste lid en berekend overeenkomstig het tweede lid wordt door de onderneming die dienstencheques voor het Waalse Gewest uitgeeft binnen 7 werkdagen na de in het lid 4 bedoelde kennisgeving uitbetaald.

Indien het aantal betaalde uren dat door de erkende onderneming overeenkomstig het vierde lid is meegedeeld, hoger is dan de in het tweede en derde lid vastgestelde maxima, wordt het daaruit voortvloeiende verschil in de berekening van de toelage, overeenkomstig lid 2, door de FOREm met alle wettelijke middelen teruggevorderd.

In de zin van dit artikel wordt onder een dienstencheque-werknemer verstaan, de werknemer met een arbeidsovereenkomst dienstencheques in de zin van artikel 1, eerste lid, 9°, van het koninklijk besluit van 12 december 2001 betreffende de dienstencheques, en voor de prestaties die hij verleent aan een gebruiker die zijn hoofdverblijfplaats in het Waals Gewest heeft.

Art. 14. In afwijking van artikel 3, § 2, eerste lid, van het koninklijk besluit van 12 december 2001 betreffende de dienstencheques wordt de geldigheidsduur van de dienstencheques, waarvan de geldigheidsdatum de periode tussen 1 oktober 2020 en 31 maart 2021 bestrijkt, met 6 maanden verlengd.

In afwijking van artikel 3, § 3, lid 2, van hetzelfde besluit wordt voor dienstencheques waarvan de geldigheidsdatum de periode tussen 1 oktober 2020 en 31 maart 2021 bestrijkt, de periode waarin deze dienstencheques door de gebruiker of de erkende onderneming kunnen worden ingewisseld, met zes maanden verlengd.

HOOFDSTUK IV. — *Maatregelen met betrekking tot het begeleiden van niet-werkende werkzoekenden naar en in het werk*

Art. 15. In afwijking van artikel 16, leden 6 en 7, van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling wordt elke gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling onweerlegbaar geacht de doelstellingen van haar jaarlijkse actieplan voor het jaar 2020 te hebben bereikt.

Art. 16. Voor de toepassing van artikel 8, § 1, lid 2 en 3, b) van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling wordt de telling van de maximumperiodes van driehonderdvijfenzestig dagen en honderdtachtig dagen voor de begeleidingen tussen 1 november 2020 en 31 maart 2021 opgeschort.

Art. 17. De FOREm kent de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling een financiële bijdrage toe van 500 euro per niet-werkende werkzoekende die hij aan de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling toestuurft met het oog op een "jobcoaching" naar en in het werk bij de in artikel 8, lid 2, bedoelde structuren.

In afwijking van het eerste lid verleent FOREm aan de niet-werkende werkzoekende die het leefloon of de financiële sociale hulp ontvangen, een financiële bijdrage van 500 EUR per werkzoekende die hij naar het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn stuurt met het oog op de begeleiding van deze werkzoekenden naar en in het kader van de in artikel 8, tweede alinea, bedoelde structuren.

De in de leden 1 en 2 bedoelde steun wordt verleend aan de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling en aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn voor "jobcoachings" en begeleidingen die uiterlijk op 31 december 2020 van start zijn gegaan.

HOOFDSTUK V. — *Maatregelen met betrekking tot de begeleiding en de steun voor zelftewerkstelling*

Afdeling 1. — Begeleidingsstructuren voor zelftewerkstelling

Art. 18. In afwijking van artikel 3 van het decreet van 15 juli 2008 betreffende de "structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi" (begeleidingsstructuren voor zelftewerkstelling) kan de maximale duur van de begeleiding verlengd worden met een periode van 3 maanden voor begunstigen wier begeleiding in de periode van 1 november 2020 tot en met 31 maart 2021 liep of is begonnen.

Afdeling 2. — Maatregelen betreffende steunverlening voor banencreatie via de bevordering van overgang naar het statuut van zelfstandige als hoofdactiviteit

Art. 19. In afwijking van artikel 3, eerste lid, 1°, c), van het decreet van 27 oktober 2011 betreffende steunverlening voor banencreatie via de bevordering van beroepsvergang naar het statuut van zelfstandige als hoofdactiviteit, kan de financiële incentive worden toegekend aan de persoon die de incentive aanvraagt en wiens uitoefening van de zelfstandige activiteit tijdelijk wordt onderbroken tussen 1 juni 2020 en 31 maart 2021 als gevolg van de COVID-19-epidemie.

In afwijking van artikel 3, eerste lid, 1°, d) en 2°, c), van hetzelfde decreet kan de financiële incentive worden gecumuleerd met beroepsinkomens, werkloosheidsuitkeringen, wachttuitkeringen, leefloon, vervangingsinkomens, financiële sociale hulp of overbruggingsrecht, op voorwaarde dat de persoon die de financiële incentive aanvraagt, in de periode tussen 1 juni 2020 en 31 maart 2021 tijdelijk is gestopt of niet is begonnen met het uitoefenen van een zelfstandige activiteit als gevolg van de COVID-19-epidemie.

In afwijking van artikel 3, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de verplichting om zich als zelfstandige als hoofdactiviteit bij een erkend sociale verzekeringskas voor zelfstandigen aan te sluiten, uiterlijk binnen drie maanden na de toekenningsbeslissing bedoeld in artikel 5, § 2, van hetzelfde decreet en de verplichting om te voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1°, d), en 2°, a) en c), uiterlijk binnen drie maanden na de beslissing bedoeld in artikel 5, § 2, van hetzelfde decreet, uitgesteld voor een periode die gelijk is aan de periode waarin de begunstigde bedoeld in artikel 3, eerste lid, de uitoefening van zijn zelfstandige activiteiten heeft onderbroken tussen 1 juni 2020 en 31 maart 2021 als gevolg van de COVID-19-epidemie.

Art. 20. § 1. In afwijking van artikel 8, § 2, lid 2, van hetzelfde decreet, wordt de maximumtermijn van twee jaar waarbinnen de financiële incentive kan worden vereffend, verlengd met een periode die gelijk is aan de periode waarin de begunstigde van de financiële incentive de uitoefening van zijn zelfstandige activiteiten heeft onderbroken tussen 1 juni 2020 en 31 maart 2021 als gevolg van de COVID-19 epidemie.

§ 2. In afwijking van artikel 8, § 4, van hetzelfde decreet en artikel 9, § 3, lid 2, van het decreet van de Waalse regering van 3 mei 2012 houdende uitvoering van hetzelfde decreet, kan de Dienst, op basis van de door de gerechtigde aangevoerde rechtvaardigingen en de analyse van de gevolgen van de COVID-19-epidemie voor de beroepsactiviteit van de begunstigde, hiervan afwijken, op voorwaarde dat de activiteit effectief wordt ontwikkeld en, voor de begunstigten bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1°, van hetzelfde decreet, op voorwaarde dat deze ontwikkeling leidt tot een effectieve verhoging van de omzet.

Wanneer de gerechtigde verzoekt om toepassing van de in het vorige lid bedoelde afwijking, dient zijn verslag een motivering te bevatten waarin wordt aangegeven waarom hij vanwege de COVID-19-epidemie niet heeft kunnen voldoen aan de voorwaarde met betrekking tot de ontwikkeling van zijn activiteit en, in voorkomend geval, zijn omzet.

De leden 1 en 2 zijn tussen 1 juni 2020 en 31 maart 2021 van toepassing op elke persoon die van de financiële incentive geniet overeenkomstig de duur bedoeld in artikel 8, § 2, lid 2, van hetzelfde decreet.

§ 3. In afwijking van artikel 8, § 5, tweede lid, van hetzelfde decreet en van artikel 9, § 4, tweede lid, van hetzelfde decreet kan de FOREm op effectieve wijze en voor de in artikel 3, eerste lid, 1°, van hetzelfde decreet bedoelde gerechtigden afwijken van de voorwaarde van de ontwikkeling van de activiteit, op voorwaarde dat deze ontwikkeling leidt tot een effectieve verhoging van de omzet, onder dezelfde voorwaarden en volgens dezelfde modaliteiten als die welke zijn vastgesteld in paragraaf 2.

Art. 21. § 1. In afwijking van artikel 9, § 1, van hetzelfde besluit wordt de termijn voor de betaling van de eerste schijf van de financiële incentive verlengd met een periode die gelijk is aan de periode waarin de gerechtigde van de financiële incentive de uitoefening van zijn activiteiten tijdelijk heeft onderbroken tussen 1 juni 2020 en 31 maart 2021 als gevolg van de COVID-19-epidemie.

§ 2. In afwijking van artikel 9, § 2, eerste lid, § 3, eerste lid, en § 4, eerste lid, van hetzelfde besluit, wordt de termijn voor de toezending van het document of het verslag verlengd met een periode die gelijk is aan de periode waarin de gerechtigde van de financiële incentive de uitoefening van zijn activiteiten tijdelijk heeft onderbroken tussen 1 juni 2020 en 31 maart 2021 als gevolg van de COVID-19-epidemie.

§ 3. In afwijking van artikel 9, § 2, lid 4, § 3, lid 7, en § 4, lid 1, van hetzelfde besluit, worden de termijnen voor de betaling van de schijven van de financiële incentive uitgesteld voor een periode die gelijk is aan de periode waarin de gerechtigde van de financiële incentive de uitoefening van zijn activiteiten tijdelijk heeft onderbroken tussen 1 juni 2020 en 31 maart 2021 als gevolg van de COVID-19-epidemie.

HOOFDSTUK VI. — *Maatregelen betreffende de steun voor tewerkstelling*

Afdeling 1. — Steunregeling ter bevordering van de werkgelegenheid

Art. 22. De verplichtingen bedoeld in de artikelen 2, § 3, eerste lid, en 3, § 3, eerste lid, 3°, van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs worden tussen 1 oktober 2020 en 31 maart 2021 opgeschort.

In afwijking van artikel 16, vierde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs, en andere wettelijke bepalingen, wordt de berekening van de netto-toename van het totale werkgelegenheidsvolume die de administratie elk jaar op de verjaardag van de kennisgeving van de beslissing uitvoert, beperkt tot perioden die niet tussen 1 oktober 2020 en 31 maart 2021 vallen.

In afwijking van artikel 21, lid 7, van hetzelfde besluit en van andere wettelijke bepalingen, beperkt de berekening van de handhaving van het totale werkgelegenheidsvolume, die elk jaar op de verjaardag van de kennisgeving van het besluit door de administratie wordt uitgevoerd, zich tot de vergelijking van de referentiebezetting met het gemiddelde aantal werknemers, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, die gedurende de vier kwartalen voorafgaand aan de verjaardag van de beslissing in dienst zijn genomen, met uitzondering van de periode tussen 1 oktober 2020 en 31 maart 2021.

Als de werkgever daar een gemotiveerde aanvraag toe indient, kan de Minister van Tewerkstelling afwijken van de voorwaarde bedoeld in artikel 2, § 3, van het hetzelfde decreet, wanneer de berekening van het totale werkgelegenheidsvolume de periode tussen 1 oktober 2020 en 31 maart 2021 geheel of gedeeltelijk omvat, op voorwaarde dat de daling van het totale werkgelegenheidsvolume het gevolg is van de economische gevolgen van de epidemie van COVID-19.

Art. 23. In afwijking van artikel 24, lid 2, van hetzelfde decreet en van artikel 26, leden 1 en 2, van hetzelfde besluit, maakt de afrekening van de subsidie, bedoeld in artikel 14 van hetzelfde decreet, voor de prestaties van oktober 2020 tot eind maart 2021 het voorwerp uit van een door de FOREm uitbetaalde voorschot aan de werkgevers bedoeld in artikel 3, § 1, van hetzelfde decreet, en berekend op basis van de punten toegekend voor elke betrokken maand in verband met prestaties, namelijk van oktober 2020 tot en met maart 2021, vermenigvuldigd met het gemiddelde subsidiëringspercentage van de werkgevers bedoeld in artikel 3, lid 1, van hetzelfde decreet, voor het jaar 2019, namelijk 92 %.

Na afloop van de periode waarop de maatregelen van het overlegcomité betrekking hebben, zal de FOREm de werkelijk verschuldigde subsidie bedoeld in artikel 14 van hetzelfde decreet berekenen, overeenkomstig artikel 24 van hetzelfde decreet en artikelen 26 en 26bis van hetzelfde besluit, voor de betrokken maanden, op basis van de door de werkgever ingediende loonstaten, namelijk van oktober 2020 tot en met maart 2021.

Wanneer het vereffende subsidiebedrag, overeenkomstig het eerste lid, lager is dan het subsidiebedrag berekend overeenkomstig het tweede lid, wordt het verschil door de FOREm uitbetaald ten gunste van de werkgever.

Wanneer het vereffende subsidiebedrag, overeenkomstig het eerste lid, hoger is dan het subsidiebedrag berekend overeenkomstig het tweede lid, wordt het onverschuldigd daaruit voortvloeiend bedrag door de Dienst bij elk rechtsmiddel teruggevorderd, compensatie inbegrepen.

In afwijking van artikel 27bis, § 2, van hetzelfde besluit, kunnen de loonstaten bedoeld in het tweede lid uiterlijk verstuurd worden tot:

1° 30 juni 2021 voor de loonstaten betreffende de maanden van oktober 2020 tot februari 2021;

2° 31 mei 2021 voor de loonstaten betreffende de maand maart 2021.

Bij niet-versturen na afloop van de termijnen bedoeld in vorig lid geeft FOREm kennis aan de werkgever bedoeld in artikel 3, § 1, van hetzelfde decreet, van het verlies van de subsidie voor de betrokken maand wegens het uitblijven van de loonstaat.

Art. 24. De dwingende termijnen, zoals bedoeld in het voornoemd decreet en in het voornoemd besluit van de Waalse Regering, betreffende de subsidies ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden bij sommige ondernemingen worden tussen 1 oktober 2020 en 31 maart 2021 opgeschort.

Art. 25. In afwijking van artikel 12 van hetzelfde besluit en andere wettelijke bepalingen en onverminderd de toepasselijke regels van het arbeidsrecht wordt de verplichting om de aan de werkgever toegekende functies na te leven, zoals bepaald in de beslissing tot toekenning van de A.P.E.-steun, opgeschort tussen 1 oktober 2020 en 31 maart 2021.

Afdeling 2. — Maatregelen betreffende de “SESAM”-regeling ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden bij sommige ondernemingen

Art. 26. De verplichtingen bepaald bij het decreet van 14 februari 2019 betreffende de subsidies ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden bij sommige ondernemingen die niet nagekomen zijn, tussen 1 maart 2020 en 31 maart 2021, wegens de gezondheids crisis van de COVID-19, worden niet in aanmerking genomen voor de toepassing van artikel 3, § 1, lid 1, 4°.

Art. 27. De verplichtingen bedoeld in artikel 12, § 1, lid 1, 2°, 3° en 4°, van hetzelfde decreet worden tussen 1 oktober 2020 en 31 maart 2021 opgeschort.

Art. 28. De dwingende termijnen, zoals bedoeld in het voornoemd decreet en in het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2019 tot uitvoering van het decreet van 14 februari 2019 betreffende de subsidies ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden bij sommige ondernemingen worden tussen 1 oktober 2020 en 31 maart 2021 opgeschort.

Afdeling 3. — Maatregelen betreffende de steun ten behoeve van de doelgroepen

Art. 29. § 1. Voor de toepassing van artikel 1, lid 1, 5°, van het decreet van 2 februari 2017 betreffende de steun voor tewerkstelling ten behoeve van de doelgroepen, worden de periodes van tewerkstelling in het kader van artikel 60, § 7, of van artikel 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, met periodes van werkloosheid gelijkgesteld.

§ 2. Naast de in artikel 10 van hetzelfde decreet vermelde opschortingsclausules wordt de toekenning van de in de artikelen 3 en 4 van hetzelfde decreet vermelde werkkuitkering opgeschort wanneer de betrokken werknemer tijdelijk werkloos is in de periode tot 31 maart 2021.

De schorsing wordt automatisch opgeheven zodra de periode van tijdelijke werkloosheid afloopt en uiterlijk op 31 maart 2021.

Afdeling 4. — Subsidie voor de tewerkstelling van zeer langdurige werkzoekenden bij werkgevers die getroffen zijn door de crisis COVID-19

Art. 30. De FOREm kent binnen de grenzen bedoeld in lid 2 aan de in artikel 31 bedoelde werkgevers voor de indienstneming van de in artikel 32 bedoelde niet-werkende werkzoekenden, een maandelijks subsidie toe van 1.000 euro voor een periode van maximaal 24 maanden.

Het totale aantal overeenkomstig lid 1 toegekende subsidies, rekening houdend met alle werkgevers, wordt beperkt tot maximaal 600 voltijdse equivalenten.

Art. 31. De volgende werkgevers kunnen in aanmerking komen voor de in artikel 30 bedoelde subsidie:

1° de in artikel 48, 1° en 2°, bedoelde structuren van het Waalse wetboek van sociale actie en gezondheid;

2° de diensten voor de opvang, huisvesting en begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen (“AHA”), zoals bedoeld in artikel 66, 1° tot 4°, van het Waalse wetboek van sociale actie en gezondheid;

2° “SAFAS” : de erkende diensten voor hulpverlening aan de gezinnen en senioren zoals bedoeld in de artikelen 219 en volgende van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid dat als bijlage bij dit besluit opgenomen is;

4° de volgende instellingen voor ouderen: rustoorden, rust- en verzorgingstehuizen, serviceflats, centra voor avond- en/of nachtopvang en kortstondig verblijf, zoals bedoeld in artikel 334, 2°, van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

5° de residentiële diensten voor jongeren (S.R.J.), bedoeld in artikel 1314/98 van het Reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

6° de residentiële nachtdienst voor volwassenen (S.R.N.A.), bedoeld in artikel 1199 van het Reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

7° de residentiële diensten voor volwassenen (S.R.A.), bedoeld in artikel 1198 van het Reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

8° de diensten voor huisvesting onder toezicht (S.L.S.), bedoeld in artikel 1200 van het Reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

9° de opvangcentra bedoeld in het decreet van de Franse Gemeenschap van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en huisvestingscentra en van informatiecentra voor jongeren en van hun federaties;

10° de residentiële diensten bedoeld in het decreet van de Franse Gemeenschap van 18 januari 2018 betreffende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, artikel 2, 32;

11° de opvangcentra bedoeld in artikel 1, 8° van het decreet van de Franse Gemeenschap van 21 februari 2019 betreffende de versterking van de kwaliteit en de toegankelijkheid van de opvang van jonge kinderen in de Franse Gemeenschap;

12° de opvangoperatoren bedoeld in artikel 1 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang;

13° de buurtwinkels, in de voedingssector, die minder dan 3 werknemers in dienst hebben;

14° de bedrijven die actief zijn in de levensmiddelensector en waarvan de productie- en verkoopmethodes voldoen aan de definitie van "korte circuits".

Voor de toepassing van lid 1, punt 12°, wordt onder "korte circuits" verstaan een productie- en afzetmethode die bedoeld is om de producent in alle sectoren dichterbij de consument te brengen. Het gaat er dus om het aantal tussenpersonen te verminderen om de producent een billijk inkomen te garanderen en de sociale banden te versterken. Door de geografische nabijheid tussen de spelers dragen de korte circuits ook bij aan de vermindering van de milieu-impact van het vervoer.

Om in aanmerking te komen voor de in artikel 30 bedoelde subsidie verbindt de in het eerste lid bedoelde werkgever zich er bij de toekenning van de subsidie toe om op erewoord:

1° een werkzoekende in dienst te nemen voor een periode van 24 maanden in een arbeidsregeling die overeenkomt met ten minste een halftijdse betrekking;

2° de opleiding te verzorgen voor de werkzoekende met een arbeidsovereenkomst tot een minimum van 40 uur per jaar voor de duur van de in artikel 30 bedoelde subsidie;

3° niet aansprakelijk te zijn voor achterstallige belastingen, noch voor achterstallige bijdragen die door een instantie voor de inning van socialezekerheidsbijdragen moeten worden geïnd, noch voor achterstallige betalingen van door FOREm gevorderde bedragen, noch voor achterstallige betalingen van door de Waalse overheidsdiensten gevorderde bedragen.

Art. 32. De in artikel 30 bedoelde subsidie wordt toegekend voor de aanwerving van een niet-werkende werkzoekende en aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° ingeschreven zijn bij de FOREm en zich in een periode van werkloosheid van ten minste 24 maanden bevinden;

2° zijn hoofdverblijfplaats hebben in het Franstalige taalgebied;

3° gedurende de 2 jaar voorafgaand aan zijn aanwerving, hebben :

a) hetzij in aanmerking zijn gekomen voor een tewerkstelling overeenkomstig artikel 60, § 7, of artikel 61 van de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

b) hetzij één van de volgende opleidingen hebben gevolgd:

i) een opleiding voor werkzoekenden als bedoeld in het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling van ten minste 3 maanden;

ii) een individuele beroepsopleiding als bedoeld in het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding van ten minste drie maanden;

iii) een alternerende opleiding voor de werkzoekenden, zoals bepaald in het decreet van 20 februari 2014 betreffende de alternerende opleiding voor werkzoekenden en tot wijziging van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien, gedurende ten minste drie maanden,

iv) een opleiding "coup de poing pénuries" zoals bepaald in het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2019 betreffende de financiële incentive met het oog op doorstroming van de werkzoekenden naar opleidingen;

v) een beroepsinlevingsovereenkomst zoals bedoeld in de artikelen 104 en volgende van de Programmawet van 2 augustus 2002, van ten minsten drie maanden;

c) hetzij vergezeld zijn geweest naar en in een betrekking door een MIRE of een OCMW in de in artikel 17 bedoelde gevallen.

Onder werkloosheidsperiode, in de zin van het eerste lid, wordt verstaan, de periode waarin bedoelde werkzoekende niet in het kader van een arbeidsovereenkomst is aangeworven, noch zich in een statutaire relatie bevindt en geen activiteit uitoefent als zelfstandige als hoofdactiviteit. Wordt gelijkgesteld met een periode van werkloosheid, de periode tijdens dewelke een arbeidsovereenkomst, een statutaire relatie of een activiteit van zelfstandige als hoofdactiviteit wordt uitgeoefend, voor zover de totale duur ervan, ononderbroken of onderbroken, niet meer dan eenendertig dagen bedraagt; De periodes van tewerkstelling in het kader van een tewerkstelling overeenkomstig artikel 60, § 7, of artikel 61 van de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn worden gelijkgesteld met een werkloosheidsperiode.

Art. 33. § 1 De in artikel 31 bedoelde werkgevers vragen de toekenning van de in artikel 30 bedoelde subsidie uitsluitend aan met behulp van het daartoe door FOREm opgestelde elektronische formulier. De FOREm bevestigt de ontvangst van de aanvraag binnen tien dagen. Subsidieaanvragen kunnen pas vanaf 10 december 2020 worden ingediend.

Wanneer de aanvraag onvolledig is, vraagt de FOREm de werkgever om de ontbrekende elementen en heeft de werkgever 10 dagen de tijd om de aanvraag in te vullen.

Indien de werkgever de aanvraag niet binnen de in lid 2 genoemde termijn invult, neemt de FOREm een beslissing om de aanvraag af te sluiten en stelt hij de werkgever binnen 30 dagen na indiening van het subsidieaanvraagformulier in kennis van zijn beslissing.

De aanvragen worden in chronologische volgorde behandeld op basis van het tijdstip waarop zij met behulp van het in lid 1 bedoelde elektronische formulier bij het FOREm zijn ingediend of geëncodeerd, rekening houdend met de dag, het uur en de minuut van indiening of encoding.

§ 2. In het geval van een overeenkomstig § 1 ingediende aanvraag, kent de FOREm binnen de beschikbare begrotingslimieten de in artikel 30 bedoelde subsidie toe aan de werkgevers die voldoen aan de voorwaarden van artikel 31. De FOREm deelt de beslissing tot toekenning van de in artikel 30 bedoelde subsidie binnen 30 dagen na de indiening van de aanvraag mee.

In de beslissing tot toekenning van de subsidie wordt het aantal voltijdequivalenten vastgesteld waarvoor de subsidie wordt toegekend. Het aantal voltijdequivalenten waarvoor de werkgever de in artikel 30 bedoelde subsidie kan ontvangen, wordt beperkt tot twee.

§ 3. Wanneer de begrotingsmiddelen zijn uitgeput of wanneer de werkgever niet voldoet aan de voorwaarden van artikel 31, stelt FOREm binnen een maand na de indiening van het aanvraagformulier voor de toekenning van de subsidie een beslissing tot weigering van de in artikel 30 bedoelde subsidie ter kennis van de werkgever.

Art. 34. § 1. De werkgever moet in een arbeidsovereenkomst overeenkomstig de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten een werkzoekende aanwerven die voldoet aan de voorwaarden van artikel 32, binnen een termijn van zes maanden vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de kennisgeving van de beslissing tot toekenning van de subsidie.

De beslissing tot toekenning van de subsidie wordt van kracht op de datum van de aanwerving en op zijn vroegst op de datum van inwerkingtreding of de datum van kennisgeving van het besluit tot toekenning van de subsidie. Zij eindigt automatisch 24 maanden na de verbintenis.

Indien de aanwerving niet binnen de in het eerste lid bedoelde termijn wordt nagekomen, gaat het voordeel van de beslissing tot toekenning van de subsidie definitief verloren.

§ 2 In geval van beëindiging van het werk op grond van een arbeidsovereenkomst van de werknemer die op grond van de in artikel 30 bedoelde beslissing tot toekenning van de subsidie is aangeworven, vóór het einde van de periode van 24 maanden waarin de werknemer tewerkgesteld is, gaat het voordeel van de beslissing tot toekenning definitief verloren.

In afwijking van het eerste lid kan de werkgever, wanneer de werknemer de onderneming verlaat en daardoor zijn arbeidsovereenkomst beëindigt om een reden die niet aan hem is toe te schrijven, de beslissing tot toekenning van de steun blijven toepassen, mits hij binnen zes maanden na de eerste dag van de maand die volgt op het einde van de overeenkomst van de werknemer een niet-werkende werkzoekende aanneemt die voldoet aan de in artikel 32 bedoelde voorwaarden. Anders gaat het voordeel van de beslissing tot toekenning van de subsidie definitief verloren.

Art. 35. § 1. De in artikel 30 bedoelde maandelijks subsidie wordt toegekend voor een voltijds beroep. Bij deeltijdwerk is het maandelijks bedrag van de subsidie evenredig met de arbeidsregeling, zoals overeengekomen in de arbeidsovereenkomst tussen de werkgever en de werknemer.

§ 2. De werkgever dient elk kwartaal bij de FOREm, met behulp van het door de FOREm opgestelde model van de verklaring, een overzicht van de prestaties voor het betreffende kwartaal in, met inbegrip van het rijksregisternummer, het aantal daadwerkelijk betaalde prestatiedagen, het totale aantal dagen dat in de DMFA-verklaring is opgenomen en de contractuele arbeidsregeling.

Bij de eerste indiening van het in lid 1 bedoelde overzicht van de prestaties voegt de werkgever een afschrift bij van de arbeidsovereenkomst van de werknemer die in dienst is genomen en aan wie de subsidie wordt toegekend.

Het in lid 1 bedoelde overzicht van de prestaties wordt toegezonden in de maand die volgt op het betrokken kwartaal. Anders kan de werkgever het overzicht van de prestaties tot de laatste dag van het kwartaal volgend op het betreffende kwartaal toesturen. Indien dit niet het geval is, is de subsidie voor het betrokken kwartaal definitief verloren.

§ 3 De subsidie wordt door FOREm betaald, in driemaandelijks schijven, op basis van de door de werkgever meegeede elementen.

§ 4. De FOREm is verantwoordelijk voor de verwerking van de in lid 1 bedoelde gegevens die nodig zijn voor de uitvoering van de opdrachten die hem krachtens § 3 en artikel 36 zijn toevertrouwd.

Art. 36. De onterecht betaalde subsidie wordt door FOREm teruggevorderd, met alle wettelijke middelen

Art. 37. De subsidie als bedoeld in artikel 30 mag niet worden gecumuleerd met enige andere tussenkomst in de beloning, met uitzondering, in afwijking van artikel 13 van het decreet van 2 februari 2017 betreffende de steun voor tewerkstelling ten behoeve van de doelgroepen, van de werkuitkering als bedoeld in artikel 4 van datzelfde decreet.

Afdeling 5. — Maatregelen betreffende de “verhoogde toelagen sociale economie” voor tewerkstellingen in het kader van artikel 60, § 7 van de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn

Art. 38. In afwijking van het koninklijk besluit van 14 november 2002 tot toekenning van een verhoogde staatstoelage aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn voor specifieke initiatieven, gericht op sociale inschakeling, binnen de sociale economie, voor rechthebbenden op financiële maatschappelijke hulp en van het koninklijk besluit van 11 juli 2002 tot toekenning van een verhoogde staatstoelage aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn voor specifieke initiatieven, gericht op sociale inschakeling, binnen de sociale economie worden de verhoogde toelagen voor tewerkstellingen met toepassing van artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn tussen 1 oktober 2020 en 31 maart 2021 gehandhaafd indien, om een persoon die recht heeft op financiële sociale steun in dienst te houden, de sociale inschakeling tijdens deze periode moet worden uitgevoerd bij een werkgever die niet erkend is als een initiatief voor sociale economie, op voorwaarde dat de terbeschikkingstelling uiterlijk op 1 april 2021 wordt beëindigd of opnieuw wordt uitgevoerd bij een initiatief voor sociale economie.

HOOFDSTUK VII. — Maatregelen betreffende de vrijstellingen van beschikbaarheid op de arbeidsmarkt

Art. 39. De toepassing van de artikelen 91, lid 2, 92, § 2, tweede en derde lid, 93, § 2, tweede lid, en 94, § 2, eerste en derde lid, § 5, vierde lid, en § 6, vierde lid, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 wordt geschorst tot 31 maart 2021.

HOOFDSTUK VIII. — Maatregelen betreffende betaald educatief verlof

Art. 40. Voor de toepassing van artikel 111, § 1, tweede lid, van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, wordt het aantal uren onderwijs dat tussen 1 juli 2020 en 31 augustus 2021 op afstand wordt gegeven, voor de vaststelling van de aan de werknemer toegekende quota voor betaald educatief verlof gelijkgesteld met het aantal uren werkelijke aanwezigheid.

Art. 41. Betaald educatief verlof in verband met cursussen en opleidingen die in het jaar 2020/2021 worden georganiseerd en die worden uitgesteld tot uiterlijk 30 september 2021, heeft geen invloed op het quotum voor betaald educatief verlof voor het jaar 2021/2022.

Art. 42. Voor de toepassing van artikel 21, § 1, 2^o, van het koninklijk besluit van 23 juli 1985 tot uitvoering van afdeling 6 - toekenning van betaald educatief verlof in het kader van de voortdurende vorming van de werknemers - van hoofdstuk IV van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, worden de uren van het op afstand gegeven onderwijs, tussen 1 juli 2020 en 31 augustus 2021, waarvoor de hoofden van de onderwijsinstellingen en de verantwoordelijken voor het onderwijs in de in artikel 109 van dezelfde wet bedoelde organisaties, of hun afgevaardigden, niet kunnen verklaren of zij al dan niet door de werknemer zijn bijgewoond, geacht door de werknemer te zijn bijgewoond.

HOOFDSTUK IX. — *Slotbepalingen*

Art. 43. De Minister van Tewerkstelling, Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 december 2020.

Voor de Regering:
De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

Verslag aan de Regering

Ontwerp-besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. ... betreffende verschillende bepalingen die in het kader van het "plan rebond COVID" zijn genomen inzake werkgelegenheid en socioprofessionele inschakeling, sociale economie inbegrepen

De buitengewone gezondheids crisis in verband met COVID-19 die heden België treft en de huidige en komende regels, genomen om de verspreiding van het virus onder de bevolking te beperken, zijn van dien aard dat ze iedere vorm van activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest vertragen.

Naast de impact op de gezondheid heeft deze gezondheids crisis ook - en nog steeds - een belangrijke economische en sociale impact in Wallonië, die vooral onze meest kwetsbare burgers treft. Het is dan ook noodzakelijk om maatregelen te nemen die ertoe strekken, de impact ervan in te perken, de rechten te vrijwaren van de werkgevers, de werknemers en de sociale steungerechtigden en ervoor te zorgen dat het beleid inzake werkgelegenheid, inschakeling in het maatschappelijk en beroepsleven en inzake sociale economie uitwerking kan hebben. Er dient ook rekening te worden gehouden met de dimensie van gelijke kansen en rechten van vrouwen, die bijzonder vertegenwoordigd zijn in deze sectoren.

De bij het besluit van de Waalse Regering beoogde sectoren, regelingen en diensten beantwoorden aan essentiële sociale en maatschappelijke behoeften en/of bieden werkgelegenheid, met name voor kwetsbare werknemers die zwaar door de crisis zijn getroffen.

Het besluit houdende bijzondere machten heeft betrekking op meerdere specifieke maatregelen op het vlak van werkgelegenheid, inschakeling in het maatschappelijk en het beroepsleven en op het vlak van sociale economie, om de impact van de gezondheids crisis COVID-19 te beperken en de gevolgen van af te zwakken. De aangenomen maatregelen worden genomen om de werknemers (-neemsters) aan het werk te houden, te zorgen voor een vlottere inschakeling van werkzoekenden, die nog harder door de crisis worden getroffen, de initiatieven te ondersteunen die de voortzetting van het dienstverleningsaanbod aan onze medeburgers mogelijk te maken en het behoud van de rechten van de werkgevers, de werknemers en de sociale steungerechtigden te vrijwaren.

De aangenomen maatregelen zijn ook bedoeld om buurtdiensten en diensten voor socioprofessionele inschakeling te ondersteunen, ook op het gebied van de sociale economie, die tegemoetkomen aan de maatschappelijke behoeften van de meest kwetsbare burgers.

Krachtens het decreet van 29 oktober 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering om te reageren op de tweede golf van de gezondheids crisis door COVID-19 is de Regering bevoegd om alle nuttige maatregelen te nemen om iedere dringende, problematische toestand te voorkomen en aan te pakken in het strikte kader van de COVID-19 pandemie en haar gevolgen, en die op straffe van ernstig gevaar behandeld moet worden.

Het dringend karakter van de genomen bepalingen wordt verantwoord door het feit dat genoemde bepalingen ertoe strekken, in te gaan op de noden waarmee de burgers, de ondernemingen, de werknemers, de werkzoekende en de steungerechtigden heen geconfronteerd worden wegens de gezondheids crisis en de, met name door het overlegcomité, genomen maatregelen met het oog op het indijken van de verspreiding van COVID-19. Zij zijn onontbeerlijk om de inachtneming te vrijwaren van hun rechten en ervoor te zorgen dat de doelstellingen nagestreefd door de regelingen van de overheid in verband met werkgelegenheid, inschakeling in maatschappij en beroepsleven en de sociale economie niet in gevaar worden gebracht.

Dat besluit van bijzondere machten moet dus zo spoedig mogelijk aangenomen worden zodat de daarin vervatte maatregelen volkomen gevolg hebben en de tijdsgebonden doelstellingen in acht worden genomen.

Het ontwerp-besluit bestaat uit 42 artikelen, onderverdeeld in 9 hoofdstukken waaronder 4 in verschillende afdelingen:

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen (artikel 1)*

In artikel 1 wordt een algemene bepaling overgenomen waarin wordt vastgesteld dat elke in dit besluit bedoelde toelage niet hoger mag zijn dan de werkelijk door de begunstigde gedragen kosten.

HOOFDSTUK II. — *Maatregelen betreffende sociale economie**Afdeling 1. — Inschakelingsbedrijven (art. 2 en 3)*

Heden bestaan er 102 erkende bedrijven. De erkenning in de hoedanigheid van inschakelingsbedrijf strekt ertoe, de kwaliteitsvolle duurzame inschakeling te bewerkstelligen voor kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers. Artikelen 2 en 3 strekken ertoe, de crisisperiode in de subsidieberekening te neutraliseren.

Het doel van artikel 2 is rekening te houden met de gevolgen van de COVID-19 crisis, met name in termen van opschorting van de arbeidsovereenkomsten op de subsidiëring geïnd door de inschakelingsbedrijven voor hun kwetsbare werknemers en uiterst kwetsbare werknemers. Er wordt aldus bepaald dat de periode waarin een inschakelingsbedrijf een subsidie kan krijgen voor zijn werknemers verlengd wordt met een duur gelijk aan de opschorting van de arbeidsovereenkomst. Dankzij die maatregel kan worden voorkomen dat de reeds door de crisis getroffen onderneming dubbel gestraft wordt.

Artikel 3 bepaalt, ter afwijking van de huidige reglementering, het behoud van de subsidies aan de ondernemingen in moeilijkheden. Deze maatregel berust op de bijgewerkte versie van de reglementeringen inzake staatssteun in het kader van de COVID-19 crisis waarmee het behoud van subsidies aan de ondernemingen die niet in moeilijkheden waren op 31 december 2019 mogelijk wordt gemaakt. Die afwijking wordt voor de inschakelingsbedrijven toegepast:

- op de subsidie voor de werkgelegenheid van kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers (kaderreglementering “RGEC”);
- de subsidie “sociale begeleiding” (verordeing “de minimis diensten van algemeen economisch belang”);
- de subsidie “Uitwerking van de beginselen van de sociale economie” (verordening “de minimis diensten van algemeen economisch belang”).

*Afdeling 2. — Initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid
in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel (art. 4 en 5)*

Wat de 62 initiatieven die heden in het Waals Gewest erkend zijn, worden ze, gelet op de broosheid van de doelgroepen (werknemers inschakeling, artikelen 60, § 7, en 61), maar eveneens hun cliënten (ouderen, mensen met een handicap, sociaal-economisch kwetsbaren), ondersteund door de artikelen 4 en 5 van het besluit.

Artikel 4 staat “IDESS” toe hun activiteiten met betrekking tot het sociaal vervoer van personen uit te breiden tot dat van goederen wanneer dit vervoer van goederen bestemd is voor het doen van de boodschappen of het vervoer van het wasgoed van de begunstigden van de diensten van deze initiatieven. Dit is bedoeld om de begunstigden van “IDESS” te helpen en om te voorkomen dat ze, met oog voor sanitaire veiligheid, niet-essentiële reizen verrichten. Deze uitbreiding geldt tot en met 31 maart 2021.

Artikel 5 strekt ertoe, de initiatieven hetzelfde subsidieniveau in 2020 als in 2019 te garanderen. Dankzij deze maatregel wordt voorkomen, dat de subsidie in 2020 zou dalen terwijl de door deze initiatieven gedragen kosten grotendeels niet samengedrukt kunnen worden.

Afdeling 3. — Adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie (artikel 6)

Er zijn 6 structuren erkend. Het betreft vzw's waarvan het hoofddoel erin bestaat, advies te verlenen bij de oprichting en de begeleiding van bedrijven uit de sociale economie. Zij krijgen een basissubsidie (32000 euro per jaar) en een resultaatgebonden subsidie (in functie van het aantal begeleide projectdragers, het aantal daarvoor verkregen financieringen, het aantal ingevoerde jobs...).

Artikel 6 beoogt in 2020 een subsidiëeringsniveau te waarborgen dat gelijk is met datgene dat het adviesverlenend agentschap in 2019 gekregen heeft. Deze maatregel voorkomt een daling van de subsidie in 2020 terwijl de kosten die de adviesverlenende agentschappen dragen grotendeels onsamendrukbaar zijn.

HOOFDSTUK III. — Maatregelen betreffende de buurtdiensten

Afdeling 1. — Plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen (art. 7 tot 12)

Er bestaat een plaatselijk werkgelegenheidsagentschap in elke Waalse gemeente (ALE). Zij hebben heel wat onder de crisis geleden, zowel in hun organisatie als in het volume van hun prestaties. Ze kunnen evenwel, via de arbeidsprestaties die verricht worden door werkzoekenden ingeschreven in het de plaatselijke agentschappen, inspelen op sommige behoeften die de gezondheidscrisis veroorzaakt of nog versterkt heeft.

Artikel 7 legt de agentschappen een tijdelijk verbod op om een vergoeding te vragen voor de inschrijving van de in artikel 8 bedoelde structuren erkend door AVIQ als gebruikers van de diensten van deze agentschappen.

Artikel 8 strekt ertoe, de plaatselijke agentschappen de mogelijkheid te bieden om tijdelijk, en met een verband met de gezondheidscrisis, hun activiteiten uit te breiden, welke opgelijst zijn in het artikel en inspelen op behoeften die in het regelmatig arbeidscircuit niet meer aan bod komen. Doel is, de dienstverleners van de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen de mogelijkheid te bieden, sneller de structuren te versterken die wegens de gezondheidscrisis gebukt gaan onder een hoge werklast.

Deze activiteiten kunnen bij de structuren, erkend door “AVIQ” uitgeoefend worden zoals opgelijst in lid 2 van artikel 8.

Artikel 9, § 1, breidt, in afwijking van de reglementering, de toepasselijke voorwaarden uit om in aanmerking te komen als dienstverstrekkers van de plaatselijke agentschappen om de werklozen te beogen die langer dan twaalf maanden zonder werk blijven. Deze uitbreiding is noodzakelijk om in te spelen op de vraag naar verwachte prestaties van de agentschappen als gevolg van de tijdelijke uitbreiding van de activiteiten gevoerd door genoemde agentschappen.

In § 2 van artikel 9 wordt de verplichting van het agentschap behandeld, waarin gesteld wordt dat 25% van de ontvangsten uit prestaties dient te gaan naar de vorming van de bij het agentschap ingeschreven werkzoekenden. Om rekening te houden met de moeilijkheden wegens de crises wordt in artikel 9, § 2, het verschuiven van de eindtermijn mogelijk gemaakt waarin het agentschap aan zijn verplichting voldaan heeft voor de ontvangsten betreffende het jaar 2019.

Daarenboven kan het plaatselijk agentschap 50% van het bedrag dat in principe voor beleidsvoering vrijgemaakt dient te worden gebruikt worden voor de aankoop van sanitair materieel om de activiteiten, ondanks de gevolgen van de gezondheidscrisis COVID-19, te behouden. Daarin wordt eveneens bepaald wat dient te gebeuren bij niet-inachtneming door de werkgever van zijn verplichting tot vorming ten opzichte van de aanpassingen bepaald in het besluit.

Artikel 10 stelt het bedrag van aankoop van de cheque van de plaatselijke agentschappen vast voor de activiteiten bedoeld in artikel 8 en maakt het de werknemers mogelijk tot 70u per maand te presteren in het kader van de activiteiten erkend in het plaatselijk agentschap.

Artikel 11 organiseert de financiering, door het Waals Gewest, van 5000 cheques van de plaatselijke agentschappen ten voordele van de structuren erkend door AVIQ en bedoeld in artikel 8. Deze financiering strekt ertoe, ze te ondersteunen en hun toegankelijkheid tot de regeling van de plaatselijke agentschappen te begunstigen. De cheques worden onderverdeeld op basis van een beslissing van AVIQ. FOREm financiert elk plaatselijk agentschap voor het aantal PWA-cheques toegekend aan de structuren van zijn grondgebied volgens de verdeling vastgesteld door AVIQ. Dankzij deze financiering kunnen de plaatselijke agentschappen de cheques bestellen bij het uitgiftebedrijf en ze dan verdelen onder de dienstverleners in de agentschappen voor de prestaties die laatstgenoemden uitvoeren bij de begunstigde structuren zodra de inschrijving ervan bij de plaatselijke agentschappen als gebruikers uitgevoerd is.

Artikel 12 heft artikel 11 van het besluit van bijzondere machten nr 51 op. Dit artikel dient opgeheven als gevolg

van het uitstelt met één jaar van de verplichting tot vorming van de plaatselijke agentschappen betreffende de ontvangsten die zij in 2019 geïnd hebben.

Afdeling 2. — Dienstencheques (art. 13 en 14).

De dienstenchequesector werd ook en blijft nog steeds geconfronteerd met een aanzienlijke vertraging in zijn activiteiten. Deze regeling is van belang voor Wallonië:

- wat de werkgelegenheid betreft, gaat het om zo een 46.570 actieve werknemers en -neemsters in Wallonië, w.o. 33.585 met woonplaats in het gewest (98% van de werknemers zijn vrouwen);
- wat de ondernemingen betreft, zijn er 1076 erkend in het Waals Gewest en 631 hebben er hun maatschappelijke zetel;
- wat de gebruikers betreft, zij zijn om en bij de 284.000 die dienstverleningen genieten om een zo goed mogelijke verzoening tussen beroeps- en privé-leven mogelijk te maken.

Artikel 13, lid 1, bepaalt dat dienstencheque-ondernemingen een toelage ontvangen voor werknemers die zij in dienst hebben gehouden ondanks de onmogelijkheid om hun prestaties in het kader van het stelsel van de dienstencheques uit te voeren. Deze maatregel heeft als doel de kosten van het behoud van de tewerkstelling te compenseren wanneer de ondernemingen de inkomsten die verband houden met hun activiteiten niet genieten.

In leden 2 en 3 wordt de wijze bepaald waarop het subsidiebedrag wordt berekend, rekening houdend met de arbeidsvereenkomsten van de werknemers, met het aantal dienstencheques dat in de loop van de maand werd uitgegeven en met het bedrag van de gewestelijke urengebaseerde tegemoetkoming voor de maanden november en december 2020.

Leden 4 tot 6 bepalen de procedure die gevolgd moet worden om voor deze tegemoetkoming in aanmerking te komen.

Artikel 15 bepaalt ten slotte wat wordt bedoeld met dienstencheque-werknemers, onder verwijzing naar de toepasselijke reglementering.

Artikel 14 verlengt dan de geldigheidsduur van de dienstencheques met een periode van zes maanden wanneer dit betrekking heeft op maanden oktober 2020 tot en met maart 2021, en houdt rekening met de crisisperiode om de terugbetaling van de ongebruikte dienstencheques mogelijk te maken.

HOOFDSTUK IV. — Maatregelen betreffende de begeleiding van werklozen werkzoekenden naar en bij werk (art. 15 tot 17)

De subsidie van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling bestaat uit een vast (70%) en een variabel (30%) deel. Het variabel deel wordt toegekend in functie van de vraag of de zendingen twee doelen hebben bereikt: enerzijds, minstens 85% van het aantal begeleide gerechtigden, ingeschreven in hun jaarlijkse actieplannen, bereiken en anderzijds, of minstens 50% van de gerechtigden in de arbeidsbemiddeling opgenomen worden.

Artikel 15 strekt ertoe af te wijken van de voorwaarden voor de toekenning van het variabel subsidiedeel. Dit deel staat vast, los van het al dan niet bereiken van de doelstellingen van het actieplan 2020. Ten gevolge van de gezondheids crisis en met name de maatregelen van opgelegde sluiting ter bestrijding van de verspreiding van COVID-19, zouden deze voorwaarden niet vervuld kon worden door de zendingen, wat zonder afwijkingsbepaling een impact zou hebben op de subsidie van de zendingen terwijl de kosten die ze dragen grotendeels onsamendrukbaar zijn.

Artikel 16 maakt het verlengen van de maximumduur van een begeleiding bij een zending mogelijk, zodat degene die deze dienstverlening geniet niet bestraft wordt als zijn begeleiding door de gezondheids crisis verstoord wordt, evenals de daaruit voortvloeiende maatregelen.

Artikel 17 beoogt dan een begeleiding naar en bij werk voor werkzoekenden die FOREM toegezonden heeft om in te spelen op de behoeften aan personeelsversterkingen in de onderdak verschaffende structuren erkend door AVIQ wegens de te hoge werkdruk voor het personeel, wegens het ziekteverlet, quarantaine-verplichtingen of de vermoeidheid van het personeel. De zending krijgt een tegemoetkoming van 500 euro per werkzoekende die FOREM toegezonden heeft die jobcoaching krijgt naar en bij werk.

Wanneer de aanvrager het leefloon of financieel maatschappelijke hulp krijgt, wordt de begeleiding naar en bij werk overgenomen door het OCMW.

De begeleiding of jobcoaching start uiterlijk op 31 december 2020.

HOOFDSTUK V. — Maatregelen voor begeleiding en bijstand bij zelftewerkstelling

Afdeling 1. — “Structures d’accompagnement à l’autocréation d’emploi” (begeleidingsstructuren voor zelftewerkstelling, art. 18)

Er zijn heden in het Waals Gewest 12 dergelijke structuren erkend om projecthouders te erkennen in zelftewerkstelling en in voorkomend geval hun projecten af te kunnen toetsen met het voordeel van een begeleiding en rechtenbescherming in verband met hun statuut als werkzoekende.

Artikel 18 maakt het mogelijk, de maximumduur van de begeleiding voor een projecthouder met drie maanden te verlengen indien de structuurbegeleiding door de gezondheids crisis werd verstoord.

Afdeling 2 — Maatregelen betreffende steunverlening voor banencreatie via de bevordering van overgang naar het statuut van zelfstandige als hoofdactiviteit (art. 19 tot 21)

De Airbag-regeling waarmee ondersteuning beoogd wordt voor projecthouders in ondernemerschap evenals voor zelfstandigen als nevenactiviteit zodat ze daarvan een hoofdactiviteit kunnen maken, wordt eveneens rechtstreeks door de crisis getroffen. Om de negatieve effecten van de crisis te compenseren, dienen aangepaste nadere toekennings- en vereffeningsregelingen voor deze financiële incentive te worden voorzien.

Artikel 19 biedt de begunstigde de mogelijkheid zijn activiteit te onderbreken en geeft hem de toelating om in dat geval het overbruggingsrecht of andere vervangingsinkomsten te activeren in functie van het statuut (nog steeds werkzoekende of zelfstandige in nevenactiviteit of reeds zelfstandige in hoofdactiviteit), in zover de toekenning van de eerstvolgende schijven van de airbag-tegemoetkoming met een gelijke duur wordt uitgesteld als duur van het opschorten van de activiteit. Daarmee kan eveneens de termijn worden uitgesteld waarin een projecthouder in ondernemerschap gevestigd dient te zijn als zelfstandige in hoofdactiviteit.

Artikel 20 verlengt de duur waarin de subsidie toegekend moet zijn met een duur gelijk aan de periode waarin de begunstigde van deze financiële incentive, Airbag, zijn activiteit onderbroken heeft. Daarmee kan FOREM eveneens afwijken van de verplichtingen (met betrekking tot de 2e en de 3e schijf van de financiële incentive) inzake economische ontwikkeling van de activiteit van deze begunstigde.

Artikel 21 past de procedures et nadere regels aan voor de vereffening van de incentive, om de onderbreking van de activiteiten van de begunstigde in overweging te nemen door de termijnen te verlengen voor een periode gelijk aan de duur van de onderbreking van de activiteiten.

[00e2][0080] PL

HOOFDSTUK VI. — *Maatregelen betreffende steun voor werkgelegenheid*

Afdeling 1. — Steun bij het bevorderen van de werkgelegenheid (“APE”; art. 22 tot 25)

Artikel 22 schort de verplichting op tot het behoud en de verhoging van het globaal werkgelegenheidsvolume dat opgelegd wordt aan de werkgevers in de plaatselijke agentschappen. Het doel van deze opschorting is te voorkomen dat werkgevers dubbel worden gesanctioneerd in geval van een vermindering van het aantal werknemers als gevolg van de gevolgen van de gezondheidscrisis COVID-19.

De leden 2 en 3, respectievelijk voor de werkgevers van de sector van de plaatselijke besturen en in de niet-commerciële sector, passen de modaliteiten voor de verificatie van de naleving van het totale volume met betrekking tot de in lid 1 bedoelde opschorting aan.

Op grond van het vierde lid kunnen werkgevers (plaatselijke besturen) die ondanks de opschorting niet aan hun globaal werkgelegenheidsvolume zouden hebben kunnen voldoen vanwege de gevolgen van de gezondheidscrisis op de middellange of lange termijn, om een ministeriële afwijking verzoeken. Een dergelijke mogelijkheid bestaat al voor werkgevers in de niet-commerciële sector.

Artikel 23 strekt ertoe, de betaling van de subsidies binnen de bepaalde termijnen te waarborgen gelet op de aanpassing van de arbeidsorganisatie bij FOREm. Daarvoor wordt bepaald dat FOREm de vereffening verricht van de subsidie op grond van het gemiddeld subsidiëringpercentage van de werkgevers en niet op grond van de staat van de werkelijk uitgevoerde prestaties, verzonden door de werkgever.

Voor zover de sanitaire voorwaarden de werkhervatting door de werkgevers en door FOREm mogelijk zullen maken onder normale voorwaarden zullen de subsidies op grond van de toegestuurde staten van de prestaties herberekend worden.

Daarnaast stelt dit artikel de maximumtermijn uit waarin de werkgever de prestatiestaten voor zijn werknemers toe moet sturen.

Artikel 24 strekt ertoe alle dwingende termijnen in het decreet “plaatselijke agentschappen” van 25 april 2002 op te schorten, om te voorkomen dat de werkgevers bestraft worden voor niet-inachtneming van de dwingende termijnen wegens de impact van de sanitaire crisis COVID-19.

Artikel 25 maakt het mogelijk om tijdelijk af te wijken van artikel 12 van het APE-besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 en met inachtneming van het arbeidsrecht, van de eerbiediging van de functies die in het kader van de A.P.E.-steun zijn toegekend om rekening te houden met de gevolgen van de gezondheidscrisis voor de organisatie van het werk.

Afdeling 2 — Maatregelen betreffende de “SESAM”-regeling ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden bij sommige ondernemingen (art. 26 tot 28)

De niet-inachtneming van een beslissing tot toekenning van de SESAM-bijstand in hoofde van de werkgever kan een negatieve impact hebben op de analyse van een nieuwe aanvraag tot toekenning van de SESAM-bijstand die later door de werkgever zou worden ingediend. Artikel 26 strekt ertoe, mogelijk te maken dat de niet-inachtneming van een verplichting door de werkgever wegens de gezondheidscrisis niet ertoe leidt, dat een aanvraag die later door de werkgever wordt ingediend geblokkeerd wordt.

Artikel 27 schort de verplichting op tot het behoud en de verhoging van het globaal werkgelegenheidsvolume dat opgelegd wordt aan de werkgevers in de SESAM-regeling. Het doel van deze opschorting is te voorkomen dat werkgevers dubbel worden gesanctioneerd in geval van een vermindering van het aantal werknemers als gevolg van de gevolgen van de gezondheidscrisis COVID-19.

Artikel 28 strekt ertoe alle dwingende termijnen in het SESAM-decreet op te schorten, om te voorkomen dat de werkgevers die onder deze regeling vallen bestraft worden voor niet-inachtneming van de dwingende termijnen wegens de impact van de sanitaire crisis COVID-19.

Afdeling 3. — Maatregelen betreffende de steun ten behoeve van de doelgroepen (art. 29)

In artikel 29 wordt tijdelijke werkloosheid overgenomen als één van de redenen van de opschorting van de toekenning van steun. Dit maakt het mogelijk om het verloop van de duur waarin de werknemer/werkzoekende de “Impulsion-steun kan genieten, op te schorten. Het doel van deze maatregel is te voorkomen dat bij de berekening van de maximale toekenningsduur rekening wordt gehouden met perioden van tijdelijke werkloosheid wanneer de werknemer geen activeringsuitkering ontvangt.

Daarnaast worden de tewerkstellingsperiodes onder de artikelen “60-61” met werkloosheidsperiodes gelijkgesteld.

Afdeling 4. — Subsidie voor de tewerkstelling van langdurig werklozen bij werkgevers getroffen door de impact van de COVID-19-crisis (art. 30 tot 37)

Afdeling 4 — streeft naar een dubbele doelstelling, enerzijds, het tewerkstellen van 24 maanden en langer werkloze werkzoekenden en anderzijds het inspelen op een dringende behoefte aan personeel bij werkgevers die onder de essentiële sectoren vallen die rechtstreeks en significant getroffen worden door de gevolgen van de gezondheidscrisis COVID-19.

Artikel 30 bepaalt dat FOREm deze werkgevers een maandelijkse subsidie van 1000 € toekent voor het indienstnemen van een werkzoekende die reeds langer dan 24 maanden werkloos is. De subsidie wordt toegekend voor een maximumduur te rekenen van 24 maanden te rekenen van de indienstneming.

Rekening houdend met de beschikbare begrotingsmiddelen wordt het aantal toe te kennen subsidies beperkt tot 250 beslissingen tot toekenning van de subsidie.

Artikel 31 omschrijft de potentiële subsidiegerechtigden. Het betreft werkgevers die rechtstreeks en significant getroffen worden door de crisis en geconfronteerd worden met een personeelstekort wegens met name de door de gezondheidscrisis veroorzaakte werktoename.

Om voor deze tegemoetkoming in aanmerking te komen, dienen genoemde werkgevers zich ertoe verbinden een werkzoekende in dienst te nemen voor een duur van 24 maanden en hem 40u vorming per jaar aanbieden ongeacht de werkregeling.

Artikel 32 bepaalt de voorwaarden om de werkzoekende voor wie de subsidie waarvan sprake in artikel 29 toegekend wordt, in aanmerking te laten komen, namelijk:

- ingeschreven zijn bij FOREm en sinds langer dan 24 maanden in een werkloosheidsperiode verkeren
- in het Franstalige taalgebied verblijven
- in de loop van de 24 laatste maanden ofwel tewerkgesteld zijn in het kader van een overeenkomst gebaseerd op artikel "60-61", of één van opgelijste vormen hebben gevolgd ("PFI, FALT, formation coup de poing pénurie,..."), ofwel in aanmerking gekomen zijn voor een begeleiding naar en bij werk door een zending als bovengenoemd.

Artikel 33 geeft een nadere bepaling van de regels voor het indienen en behandelen van de aanvragen tot toekenning van de subsidie bedoeld in artikel 29.

Rekening houdend met het beperkt aantal subsidietoekenningen, bepaalt artikel 33 ook nog dat de aanvragen worden behandeld in de volgorde van het versturen ervan, met de poststempel als bewijs.

Artikel 34 bepaalt dat de werkgever een werkzoekende in dienst moet nemen, die beantwoordt aan de voorwaarden als bovenbepaald, binnen een termijn van 4 maanden. Bij gebreke gaat het voordeel van de beslissing tot toekenning van de tegemoetkoming verloren. De toekenningsbeslissing heeft uitwerking te rekenen van de indienstneming gedurende maximum twee jaar.

Bij verbreking van de arbeidsovereenkomst van de in dienst genomen werknemer gaat het voordeel van de subsidie verloren, behoudens wanneer de verbreking van de arbeidsovereenkomst voortvloeit uit het ontslag van de werknemer. In dat geval kan de werkgever de werknemer vervangen door een werkloze werkzoekende die beantwoordt aan de voorwaarden bepaald in artikel 32.

Artikel 35 geeft een nadere bepaling van de voorwaarden en de nadere regels voor de vereffening van de FOREm-subsidie.

Artikel 36 bepaalt dat de onterecht door FOREm vereffende subsidie bij elk rechtsmiddel teruggevorderd wordt

Ten slotte bepaalt artikel 37 dat de subsidie bedoeld in artikel 30 samengevoegd mag worden met de tegemoetkoming "Impulsion 12 mois +".

Afdeling 5. — Maatregelen betreffende de "verhoogde toelagen sociale economie" voor tewerkstellingen in het kader van artikel 60, § 7 van de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn

Artikel 38 beoogt een OCMW dat tegemoetkomingen krijgt voor "ART60 majoré économie sociale" in de mogelijkheid te stellen zijn werknemers werk toe te wijzen bij een werkgever die niet onder de sociale economie valt als de voorgevoelde werknemer of werknemers (sociale economie) wegens de COVID-crisis niet in staat zijn om de betrokken werknemers onder ART60 (verder) aan het werk te houden.

HOOFDSTUK VII. — *Maatregelen betreffende vrijstellingen van beschikbaarheid op de arbeidsmarkt*

Artikel 39 stelt de werkloze tijdelijk vrij van de controle op zijn beschikbaarheid op de arbeidsmarkt enerzijds en van de verplichting tot het volgen van studies en vormen tijdens de opschortingsperiode ervan wegens de gezondheidscrisis en anderzijds van de verplichting tot het verstrekken van aanwezigheidsbewijzen voor deze vormen en/of studies.

HOOFDSTUK VIII. — *Maatregelen betreffende het betaald educatief verlof*

Artikel 40 stelt in het kader van de toekenning van het betaald educatief verlof de lessen in afstandsonderrichting gelijk met lessen met fysieke aanwezigheid.

De lessen die recht geven op betaald educatief verlof voor het schooljaar 2020-2021 kunnen tot 30 september 2021 gevolgd worden. In dat geval hebben ze geen gevolg voor het uurquota in het betaald educatief verlof voor het schooljaar 2021-2022.

Artikel 42 acht dat de vormingsuren in afstandsonderrichting waarvoor geen aanwezigheidsbewijs werd verstrekt door de inrichtingen en opleidingsverstrekkers wegens de gezondheidscrisis gevolgd zijn.

HOOFDSTUK IX. — *Slotbepalingen*

Artikel 43 behoeft geen commentaar.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE NR. 68.298/2-4

Afdeling Wetgeving

Tweede — en vierde kamer

De aanvraag tot adviesverlening ingediend op 16 november 2020 door de Vice-Minister-President en de Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten van het Waals Gewest in verband met een ontwerp-besluit van de Waalse Regering houdende bijzondere machten nr. ... 'betreffende verschillende bepalingen die in het kader van het "plan rebond COVID" zijn genomen inzake werkgelegenheid en socioprofessionele inschakeling, sociale economie inbegrepen' werd op 23 november 2020 overeenkomstig artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, van de rol geschrapt.